109=EurasiaInfo=déc2017 Début de décembre 2017

Nicolas Bárdos-Féltoronyi :

**Géopolitique de l’UE face à l’Eurasie et face aux pays proches**[[1]](#footnote-1)

*Désormais et à partir de ceux publiés depuis 1999, tous les numéros bimestriels d’EurasiaInfo peuvent être consultés sur mon site internet : www.bardosfeltoronyi.eu !*

Table des matières

[**Que se passe-t-il dans le concert des grandes nations ou puissances?** 1](#_Toc499728408)

[*La restructuration probable au Proche- et Moyen Orient et ses effets quasi mondiaux* 1](#_Toc499728409)

[*Pascal Décaillet, Trump et l'Iran: une faute majeure* 2](#_Toc499728410)

[*USA bauen Drohnen-Stützpunkt in Niger* 3](#_Toc499728411)

[*La politique de l’Union économique 5*](#_Toc499728415)

[*L’élément central russe 5*](#_Toc499728416)

[*Russie et Chine contre l’empire du dollar. L’art de la guerre* 5](#_Toc499728417)

[*China and South Korea fail to extend $56bn currency swap* 6](#_Toc499728418)

[**Que se passe-t-il dans « l’étranger proche » » de l’UE ?** 7](#_Toc499728419)

[*Saudi king’s visit expected to strengthen ties with Russia* 7](#_Toc499728420)

[*Sweden gears up for biggest military exercise in decades* 8](#_Toc499728421)

[*« Grand jeu balkanique » : les États-Unis mènent 1-0 face à la Russie* 9](#_Toc499728422)

 [*Pour les ministres européens de la défense, la coopération en matière de défense doit être hissée à un niveau supérieur* 10](#_Toc499728424)

[*Pendant ce temps-là, la Belgique s’entraîne à larguer ses bombes nucléaires* 11](#_Toc499728425)

[**A.Les pays d’Europe adhérés ou en adhésion à l’UE** 13](#_Toc499728426)

 [*2008: The Year East-West Wage Convergence Came To A Standstill*](#_Toc499728427)

[*Central and eastern Europe’s strong growth offers reward despite added political risk*, 14](#_Toc499728429)

[*L’Albanie, Edi Rama le nouvel Enver Hoxha ?,* 15](#_Toc499728430)

[*Informations diverses provenant principalement du Courrier des Balkans* 16](#_Toc499728431)

[*L’OTAN et le Monténégro maffieux* 17](#_Toc499728432)

[*Un réarmement dangeureux pour l’Europe* 19](#_Toc499728433)

[*Une propagande intense et « atlantiste » contre le Bélarus et la Russie* 20](#_Toc499728434)

[*Une défense commune pour l’UE!* 21](#_Toc499728435)

[**B. L’Ukraine, le Bélarus et la République moldave** 22](#_Toc499728436)

[*Le développement du sous-développement et les contradictions ukrainiennes* 22](#_Toc499728437)

[*Rencontre secrète entre Russes et Américains à Belgrade* 23](#_Toc499728438)

[**C. La Turquie** 24](#_Toc499728439)

[*La Russie consolide ses positions diplomatiques dans le Caucase.* 25](#_Toc499728441)

[*Un rapport de force entre Bruxelles et Minsk* 26](#_Toc499728444)

[*Kirghistan, démocratique et en recherche de neutralité* 27](#_Toc499728445)

[*L’Iran et sa défense antiaérienne renforcée grâce à Moscou* 28](#_Toc499728446)

[*Les opérations militaires américaines et européennes en Afrique de l’Ouest préparent une guerre plus large* 28](#_Toc499728447)

[*Le pétrole iranien* 29](#_Toc499728448)

[**F. Calendrier électoral** 29](#_Toc499728449)

[**H. Publications récentes** 31](#_Toc499728450)

[**Annexes: textes, extraits et articles complets** 34](#_Toc499728453)

[1. *Quelles perspectives pour la Crimée?* 34](#_Toc499728454)

[3. *Guerre en Syrie: les Balkans, fournisseurs d’armes des Etats-Unis* 38](#_Toc499728455)

[4. *Costa Gavras: I will make a film based on Adults in the Room* 40](#_Toc499728456)

[5. *Europe’s Border Problem*, Posted on 10/24/2017, *By George Friedman – in: Other News* : Information that Markets Eliminate : *Daily Digest* 41](#_Toc499728458)

## **Que se passe-t-il dans le concert des grandes nations ou puissances?**

## *La restructuration probable au Proche- et Moyen Orient et ses effets quasi mondiaux*

**Sur base d’un ensemble de sources, voici un texte qui selon moi mérite réflexions.**

La rupture de l’alliance Erdoğan-Gülen en 2003 autant que le « coup d’état » contre Erdoğan en 2016, dont ce dernier a bien profité pour éliminer ses adversaires, apparaissent comme les deux principaux tournants de la politique du Proche et Moyen Orient. Probablement organisé par les EUA il a publiquement marqué le début de l’éloignement de la Turquie vis-à-vis de l’OTAN et sa recherche de nouvelles alliances avec la Russie, l’Iran et le reste de l’Organisation de coopération de Shanghai. Le changement a commencé au début de 2016, au moment où Erdoğan a réalisé que c’est lui qui portera le chapeau pour la création du califat de l’EI. Il a alors commencé à faire des ouvertures à la Russie pour réparer les relations après avoir abattu un SU-24 russe en Syrie en novembre 2015.

Depuis les événements de 2016, la Turquie n’a pas cessé de défier à la fois les EUA et l’UE (notamment la RFA) sur tout, des quotas de réfugiés au blocage de son soutien à l’EI pendant le siège et la libération d’Alep l’année dernière. La coalition pro-Assad n’aurait pas pu atteindre les gains qu’elle a obtenus en 2017 sans le soutien implicite et parfois explicite de la Turquie. En rejoignant les pourparlers de paix d’Astana et en étant signataire et un des acteurs des quatre zones de «désescalade», Erdoğan a clairement indiqué qu’il ne soutenait plus Washington et l’objectif de l’OTAN pour un changement de régime à Damas.

Pour rendre les choses encore différentes pour les EUA en Syrie, la Turquie continue à les défier, ainsi que leur allié de l’OTAN, tout à fait publiquement, si ce n’est avec un dédain absolu. De plus, elle a accueilli en août 2017 le ministre iranien de la Défense pour discuter de l’approfondissement des liens sécuritaires. N’ayons pas peur des mots, ils ont discuté de l’action probable des EUA en faveur de l’indépendance kurde, et du contrôle du flot de combattants de l’EI dont les positions sont en train de s’effondrer en Syrie.

En défiant directement la dernière série de sanctions infligées par Washington, la Turquie, l’Iran et la Russie ont signé un accord de 7 milliards de dollars de développement dans le pétrole et le gaz en Iran. Rappelez-vous aussi que ce sont les banques turques qui ont blanchi l’argent du pétrole iranien en utilisant l’or en tant qu’intermédiaire, durant la période où l’Iran avait été retiré du système de paiement électronique SWIFT par les EUA de 2012 à 2015. Alors que la position des EUA sur le conflit entre le Qatar et le Conseil de coopération du Golfe dirigé par l’Arabie Saoudite était, au mieux, compliquée, la réponse rapide de la Turquie à la provocation saoudienne a empêché une potentielle opération de changement de régime de s’y déployer.

Le soutien de la Turquie, et celui de l’Iran, ont contribué à stabiliser la position du Qatar, lui donnant le temps de réagir et trouver des solutions pour contourner les sanctions et l’isolement imposés par le CCG. Si cela continue ainsi, il sera de plus en plus facile pour le Qatar de trouver des solutions pour faire face aux divers embargos. Les informations du mois d’août 2017 annonçant que le Qatar était en train de normaliser ses relations avec l’Iran solidifient encore plus l’indépendance croissante du Qatar et de la Turquie par rapport aux anciennes alliances. Le monde géopolitique évolue rapidement. Le Qatar peut encore avoir à décrocher son rial du dollar américain à un moment donné, mais il attendra pour le faire aussi longtemps qu’il le pourra.

Si Washington répondait à la nouvelle amitié du Qatar avec l’Iran par un nouvel isolement financier sur la base de la nouvelle loi sur les sanctions, il ouvrirait la porte au Qatar pour un décrochage monétaire sans grand coût politique pour celui-ci. Il faut se rappeler qu’Israël n’est pas content de l’effondrement de l’EI en Syrie, et la colère exprimée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu devant Vladimir Poutine sur la présence de l’Iran en Syrie suggère sa confiance en ce que les EUA le soutiendront dans une agression ultérieure.

Une Syrie reconstruite, avec une présence quasi permanente des Russes, c’est ce qui force ces changements dans les relations. L’influence saoudienne et américaine dans la région diminue. La Turquie serait prête à ouvrir la voie de l’indépendance vis-à-vis de l’OTAN. Ils construisent maintenant des liens pour les rattacher aux puissances régionales en plein essor, la Russie et l’Iran. Avec des militaires réalistes en charge de l’administration Trump (peu importe leur côté néo-conservateur), il est peu probable que cette tendance déraille en un nouvel aventurisme militaire américain.

*Pascal Décaillet, Trump et l'Iran: une faute majeure*, Tribune de Genève-Sur le vif, 15.10.17.

Il est très clair que Donald Trump, en traitant l'Accord sur le nucléaire iranien comme il le fait, commet une erreur politique majeure, sans doute même une faute. En huit ans d'une Présidence d'une rare inactivité sur le plan de la politique étrangère, et assurément inexistante sur le terrain du Proche et du Moyen-Orient, son prédécesseur, M. Obama, avait tout de même obtenu deux succès diplomatiques de taille : Cuba et, justement, l'Iran. On pouvait se prendre à espérer que, plus de 35 ans après la Révolution islamique, cet incontournable acteur de la scène politique du Moyen-Orient reprît la place qui doit être la sienne sur la scène des nations.

En dénonçant l'Accord nucléaire, vraie percée, porteuse d'espoir, à quels champs d'influence internes à la politique américaine, à quels lobbys de son propre pays Donald Trump cherche-t-il à donner des gages ? Veut-il la guerre avec l'Iran ? Après deux décennies d'échecs totaux de ses prédécesseurs dans leurs tentatives de s'ingérer dans l'Orient compliqué, en l'espèce dans le monde arabe, veut-il retourner maintenant les armes contre la vieille civilisation perse, arbitre séculaire, millénaire, des équilibres de la région ?

A ce monde, que peuvent comprendre les États-Unis d'Amérique ? Qu'ont apporté ses prédécesseurs, MM Obama, Bush Junior, Clinton, Bush Senior, si ce n'est au mieux de l'impuissance, au pire des torrents de sang et de larmes ? Ne faut-il pas remonter à Richard Nixon, et son Secrétaire d’État Kissinger, pour trouver un peu de cohérence et de compétence dans l'ambition politique sur la scène du Proche et du Moyen-Orient ? Et si, justement, certains lobbys américains l'avaient fait payer très cher à Nixon, cette politique-là, en suragitant en 1974 l'aubaine du Watergate ?

En élisant Donald Trump plutôt que Mme Clinton, les Américains ont au moins évité de sombrer dans le bellicisme et le tout-aux-marchands d'armes. Cela, tout au moins, était porteur d'espoir. Mais là, avec ce comportement de va-t-en-guerre face à Téhéran, là où il faudrait justement laisser donner les subtilités de la diplomatie, Trump se fourvoie. Reste à établir à quelles sirènes, dans son propre pays, il a cédé.

*USA bauen Drohnen-Stützpunkt in Niger*, in: NZZ, Christian Weisflog, 30.9.2017

**Comme on le sait, les EUA couvrent[[2]](#footnote-2), partagent et contrôlent le monde entier avec leurs commandements militaires. Le plus récent de ceux-ci est le Commandement Afrique. Ces commandements s’appuient sur des réseaux de bases militaires. En Afrique, les EUA multiplent leurs implantations et notament en Niger ces dix derières années. C’est ce dont il est question dans l’article qui suit.**

Die USA weiten ihre Überwachungsflüge mit Drohnen in Afrika aus. Dazu baut Washington in Niger für 50 Millionen Dollar einen neuen Stützpunkt.

Die USA dürfen bereits [seit 2013](https://www.theguardian.com/world/2013/jan/29/niger-approves-american-surveillance-drones) von Niger aus Überwachungsflüge mit Drohnen im Nordwesten von Afrika fliegen. In der Hauptstadt Niamey teilen sich die Amerikaner dazu eine Luftwaffenbasis mit den Franzosen. Das Engagement geht auf die militärische Intervention im Januar 2013 gegen Islamisten in Nordmali zurück. Nun aber baut Washington bei Agadez einen neuen Stützpunkt, um die Überwachungsflüge in der Region auszuweiten. Die Pläne dafür gehen ebenfalls bereits auf das Jahr 2013 zurück.

## Bisher nur Aufklärungsflüge

Wie das Pentagon gegenüber der [BBC](http://www.bbc.com/news/world-africa-37515551)bestätigte, investieren die USA 50 Millionen Dollar in den Bau der neuen Infrastruktur. Zuvor hatte bereits das investigative Internetportal [«The Intercept»](https://theintercept.com/2016/09/29/u-s-military-is-building-a-100-million-drone-base-in-africa/) über das Projekt berichtet und dazu ein offenbar geheimes Regierungsdokument publiziert. Demnach soll die 1830 Meter lange Startbahn, mehrere Hangars und ein 17'000 Quadratmeter grosse Parkfläche für «leichte Aufklärungsflugzeuge» in der Nachbarschaft zur Luftwaffenbasis 201 der nigrischen Armee südlich von Agadez errichtet werden. Der Betrieb und Unterhalt soll Washington weitere 50 Millionen Dollar jährlich kosten.

Bisher ist lediglich die Rede von Aufklärungsflügen. Kritiker befürchten indes, dass die USA den neuen Stützpunkt ähnlich wie in Somalia künftig auch für Drohnenangriffe auf Terroristen nützen könnten.

## Niger spielt zentrale Rolle

Laut einem Bericht der [«Washington Post»](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-expands-secret-intelligence-operations-in-africa/2012/06/13/gJQAHyvAbV_story.html) bauten die USA in Afrika bereits zwischen 2007 und 2012 ein Überwachungsnetz mit mit vielen kleinen Stützpunkten auf, die oft geheim blieben. Dabei werden keineswegs nur Drohnen eingesetzt. «Der Grossteil der amerikanischen Aufklärungsflotte besteht aus einmotorigen Pilatus PC-12», schreibt die «Post».

In Nordwest-Afrika spielt Niger im regionalen Kampf gegen den islamistischen Terrorismus eine zentrale Rolle. Zwar haben die USA auch in Burkina Faso Drohnen stationiert und [im Norden Kameruns](https://theintercept.com/2016/02/25/us-extends-drone-war-deeper-into-africa-with-secretive-base/)soll es ebenfalls eine kleine Operation geben. Geografisch liegt Niger indes ideal, um von dort aus terroristische Aktivitäten in den Nachbarländern Nigeria, Mali, Tschad oder Libyen zu überwachen.

Im Norden Nigerias konnte die Terrororganisation Boko Haram in den vergangenen Monaten zurückgedrängt werden, aber der Konflikt und die dadurch verursachte humanitäre Katastrophe ist längt nicht bewältigt. Im Norden von Mali sind die Islamisten der al-Kaida im Maghreb und Ansar al-Din geschwächt, aber nicht besiegt. Und auch Libyen ist weiterhin instabil.

In der Region geht der Terror zudem oft Hand in Hand mit Drogen- und Menschenhandel. Durch Niger führt eine der wichtigsten afrikanischen Flüchtlingsrouten nach Libyen. Auch in diese dunklen Machenschaften könnten Drohnenflüge mehr Licht bringen.

# *L’organisation de l’Union économique eurasiatique*, d’après L’Union économique eurasiatique, un nouveau modèle d’intégration ?, in: *Nouvelle Europe*, par [Pauline Maufrais](http://www.nouvelle-europe.eu/auteur/pauline-maufrais) | 21 novembre 2017

Au lendemain de la chute de l’Union soviétique, l’organisation imbriquée entre les économies et les politiques des ex-Etats socialistes se devait d’être repensée. Pour cela, une coopération devint évidente dès les années 1990. Elle se matérialisa dans un premier temps au niveau géopolitique avec la mise en place de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Cette association entre Etats ne fut néanmoins pas une organisation supranationale. Elle avait comme volonté première de conserver des liens entre les anciens Etats soviétiques officiellement.

Ainsi, au fur et à mesure, la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan ont développé un mouvement d’intégration politique et économique. L’héritage historique de l’Union soviétique lie particulièrement les économies et les politiques des trois pays. Ils ont souhaité renforcer leurs liens à travers un modèle d’intégration régional en prenant comme modèle explicite l’Union Européenne. Plusieurs initiatives de coopération économiques sont engagées dès les années 1990 entre la Russie et l’ancien territoire de l’Union Soviétique : la Communauté économique d’Asie centrale (1998), l’EURASEC (2000), ou encore l’Union douanière entre la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie (2007).

L’actuelle coopération s’est accélérée depuis les années 2010, avec dans le premier temps la mise en place d’une Union douanière entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie. Puis en 2012 apparut un Espace économique commun. Enfin, le 1er janvier 2015 l’Union Economique Eurasiatique est institutionnalisée et dispose désormais d’une Commission visant à une harmonisation politique et économique des pays. Ils furent rejoints par l’Arménie et par le Kirghizstan en août 2015.

Cet ensemble de 20 millions de km2 et de 170 millions d’habitants représente 3,2% du PIB mondial. Par ailleurs, il souhaite être un nouvel axe entre l’Union européenne et la Chine et promeut un polycentrisme économique mondial. En effet, son marché pourrait atteindre sur les 20 prochaines années 10 fois la taille du marché américain. Il constitue un espace économique attractif grâce à ses réserves énergétiques (3,8% des réserves mondiales pétrolières), mais également une union internationale. Actuellement, l’Union économique eurasiatique promeut une union douanière, une libre circulation des hommes, des marchandises, des capitaux, le libre séjour et le droit d’étudier et de travailler dans n’importe quelle région.

## La politique de l’Union économique

Cette coopération est autant politique qu’économique. En premier lieu, il y a la mise en place d’une zone économique de libre-échange, d’un Tarif extérieur commun (TEC, 2010) sur les marchandises importées et la suppression des frontières douanières entre les Etats membres. Pour ce faire, les pays membres ont entrepris une harmonisation des textes et un rapprochement des réglementations. Le travail d’un code douanier unique, l’affirmation d’une position commune sur l’importation des marchandises, ou encore la protection de la propriété intellectuelle sont en développement. Par ailleurs, une Cour de justice veille au bon respect de ces réglementations.

## L’élément central russe

La Russie est la force majeure de cette organisation. Elle regroupe 85% de la superficie de cette Union et 86% du PIB. La Russie, en tant que pays rentier, dispose d’atouts considérables dans les matières premières (c’est-à-dire le gaz et le pétrole) de même que le Kazakhstan. L’UEE est un moyen de contrecarrer les influences européennes et chinoises dans la région. Cela devient un levier géopolitique où une ligne commune se développe, mais également économique. En effet, les matières premières énergétiques constituent un pilier fondamental dans l’économie de cette union d’intégration. La structure commerciale de l’Union se caractérise par ses hydrocarbures et leur vente. Même si d’autres pays ont des ressources énergétiques importantes, à l’instar du Kazakhstan qui a 12% des ressources mondiales d’uranium, la Russie reste l’acteur majeur dans le développement des infrastructures des hydrocarbures. Gazprom et Beltransgaz (le réseau de transport et de distribution du gaz en Russie) ont par exemple progressivement acquis les compagnies de distribution de gaz arménienne et biélorusse.

## *Russie et Chine contre l’empire du dollar. L’art de la guerre*, Par [Manlio Dinucci](https://www.mondialisation.ca/author/manlio-dinucci), Mondialisation.ca, 12 septembre 2017 (extraits)

Un vaste arc de tensions et conflits s’étend de l’Asie orientale à l’Asie centrale, du Moyen-Orient à l’Europe, de l’Afrique à l’Amérique latine. Les “points chauds” le long de cet arc intercontinental : péninsule coréenne, Mer de Chine Méridionale, Afghanistan, Syrie, Irak, Iran, Ukraine, Libye, Venezuela et autres ont des histoires et des caractéristiques géopolitiques différentes, mais en même temps sont reliés à un unique facteur : la stratégie avec laquelle “l’empire américain d’Occident”, en déclin, essaie d’empêcher l’émergence de nouveaux sujets étatiques et sociaux. Ce que redoute Washington se comprend par le Sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui s’est tenu du 3 au 5 septembre 2017 Xiamen en Chine.

…Référence claire au dollar US, qui constitue presque les deux tiers des réserves monétaires mondiales et la monnaie par laquelle se détermine le prix du pétrole, de l’or et d’autres matières premières stratégiques. Ce qui permet aux USA de conserver un rôle dominant, en imprimant des dollars dont la valeur se base non pas sur la réelle capacité économique étasunienne mais sur le fait qu’ils sont utilisés comme monnaie mondiale. Le yuan chinois est cependant entré il y a un an dans le panier des monnaies de réserve du Fonds monétaire international (avec le dollar, l’euro, le yen et la livre sterling) et Pékin est sur le point de lancer des contrats d’achat du pétrole en yuan, convertibles en or.

Les Brics demandent en outre la révision des quotas et donc des votes attribués à chaque pays à l’intérieur du Fonds monétaire : les USA, à eux seuls, détiennent plus du double du total des votes de 24 pays de l’Amérique latine (Mexique compris) et le G7 détient le triple des votes du groupe des Brics. Washington observe avec une préoccupation croissante le partenariat russo-chinois : les échanges entre les deux pays, qui en 2017 devraient atteindre les 80 milliards de dollars, sont en forte augmentation ; en même temps augmentent les accords de coopération russo-chinoise dans le domaine énergétique, agricole, aéronautique, spatial et dans celui des infrastructures. L’achat annoncé de 14% de la compagnie pétrolifère russe Rosneft par une compagnie chinoise et la fourniture de gaz russe à la Chine pour 38 milliards de m3annuels à travers le nouveau gazoduc Sila Sibiri qui entrera en fonction en 2019, ouvrent à l’export énergétique russe la voie à l’Est tandis que les USA essaient de lui bloquer la voie à l’Ouest vers l’Europe.

Perdant du terrain sur le plan économique, les USA jettent sur le plateau de la balance l’épée de leur force militaire et de leur influence politique. La pression militaire USA en Mer de Chine Méridionale et dans la péninsule coréenne, les guerres USA/Otan en Afghanistan, Moyen-Orient et Afrique, le coup d’épaule USA/Otan en Ukraine et la confrontation consécutive avec la Russie, entrent dans la même stratégie de confrontation mondiale contre le partenariat russo-chinois, qui n’est pas seulement économique mais géopolitique. Y entre aussi le plan de miner les Brics de l’intérieur, en ramenant les droites au pouvoir au Brésil et dans toute l’Amérique latine. C’est ce que confirme le commandant du U.S. Southern Command, Kurt Tidd, qui prépare contre le Venezuela l’“option militaire” brandie par Trump: dans une audition au sénat, il accuse la Russie et la Chine d’exercer une “influence maligne” en Amérique latine, pour faire avancer là aussi “leur vision d’un ordre international alternatif”.

*China and South Korea fail to extend $56bn currency swap*, FT OCTOBER 11, 2017 by Song Jung-a in Seoul and Gabriel Wildau in Shanghai China and South Korea

Diplomatic relations tense after instalment of controversial: South Korea’s ‘chaebol sniper’ targets governance have failed to extend their $56bn currency swap deal amid diplomatic tension over Seoul’s instalment of a controversial US missile shield. The extension of the eight-year-old deal had been seen as a yardstick for relations between the two neighbours, which have frayed over Seoul’s deployment of the Terminal High Altitude Area Defence despite Beijing’s opposition. South Korean officials said talks were continuing with China about renewing the deal, although experts remained sceptical about the possibility of resuming the swap…

“China, too, is deeply interested [in extending the deal], given [its role] in making the renminbi an international reserve currency.”  The two countries first signed a currency swap worth $26bn in 2009 to steel themselves amid the global financial crisis. The deal was expanded to $56bn in 2011 and has since been extended twice. It was South Korea’s biggest currency swap that accounts for about 45 per cent of its swap arrangements. But talks to renew it have been complicated by China’s ire over the Thaad system, which has sparked Beijing’s economic retaliation against South Korean companies operating in China. Beijing believes the missile defence system’s powerful radar can be used to spy on its territory…

China has signed bilateral swap agreements with more than 30 central banks since 2008 as it seeks to promote greater international use of the renminbi for trade and investment. The facilities are designed to ensure that both sides have access to foreign currency trade finance in periods of financial stress, when market-based funding can dry up… A similar Chinese arrangement with Japan expired in 2015 due to territorial disputes, while Seoul has no swap in place with the US, either. South Korea now has currency swaps totalling $22.4bn with three countries. It can also draw $38.4bn from the Chiang Mai Initiative, a multilateral currency swap agreement among Asian nations. South Korea has steadily accumulated its foreign exchange reserves to a record $384.8bn as of August, an effort to better withstand financial stress and avoid a repeat of the severe liquidity shortages of the Asian financial crisis two decades ago.

\* \* \*

**En ce concerne la Chine, une série d’ouvrages qui lui sont consacré, sont mentionnés au chapitre H ci-dessous.**

## **Que se passe-t-il dans « l’étranger proche »[[3]](#footnote-3) » de l’UE ?**

*Saudi king’s visit expected to strengthen ties with Russia*, FT OCTOBER 4, 2017 by Henry Foy in Moscow, Ahmed Al Omran in Riyadh and Anjli Raval in London

**Cette visite représente un fait remarquable et reflète un changement géostratégique probable. Sans doute, elle signifie, en soi déjà, un certain affaiblissement du rôle des EUA en Arabie saoudite. Il reste cependant que rien n’indique la disparition des bases miltaires américaines sur les territoires saoudiens ou bahrénien jusqu’ici.**

Oil, investment and Syrian conflict to dominate talks in growing new-found friendship Investment deals, oil market bonhomie and the Syrian war will dominate landmark talks between the leaders of Russia and Saudi Arabia on Thursday that are set to solidify a deepening relationship between the two energy powers. A delegation to Moscow, led by King Salman bin Abdulaziz, will sign more than $3bn worth of deals between Saudi and Russian energy companies, officials said.

It is the first trip to Russia by a Saudi monarch and reflects a new-found friendship between the world’s largest crude exporters that underpins a global agreement that has helped prop up oil prices.  A relationship previously marked by mutual distrust has been replaced during the past year by strategic co-operation bound by economics, trade and geopolitics. Ties between the countries have warmed as Moscow’s relations with the west have deteriorated, and as its influence in the Middle East has risen following its intervention in the Syrian conflict.

The linchpin of the friendship is a deal struck in December /2016/ by Moscow and Riyadh for a cut in crude production by Russia and the Saudi-led Opec cartel, which helped drag the oil price up above $50 a barrel, easing pressure on both countries’ oil-dependent budgets... The talks between Mr Putin and King Salman will also focus on Syria, where Moscow and Riyadh have backed rival sides, and the wider Middle East… Moscow’s military intervention to back Syrian president Bashar al-Assad two years ago swung the civil war in favour of his regime, but also aligned Russia with Iran, Saudi Arabia’s arch-rival. That has unsettled Riyadh, which was one of the early backers of rebels fighting to oust Mr Assad and fears that Iran is expanding its influence across the Arab world. King Salman is likely to seek assurances from Mr Putin on the Islamic republic’s future role in Syria, where Tehran has sent troops and backs foreign Shia militia fighting alongside the Assad regime…

Crown Prince Mohammed bin Salman, who is leading efforts to overhaul the Saudi economy and pursuing a more assertive foreign policy, has spearheaded the new relations with Russia, analysts said. Saudi Arabia is also looking to attract investment from Russian companies to back skills development for young Saudis and support Prince Mohammed’s Vision 2030 economic transformation programme. Amin Nasser, Aramco’s chief executive, said ahead of the visit: “There are significant opportunities in a number of these areas for collaboration between Saudi Aramco and leading Russian companies. Oil and gas services, petrochemicals, renewables, advanced materials and other advanced technologies . . . are all promising areas for bilateral co-operation.”

*Sweden gears up for biggest military exercise in decades*, by: Richard Milne in Stockholm, in: FT, September 8th, 2017 (extraits).

**La participation militaire des EUA et des troupes de l’OTAN à ces exercices mettent en évidence que tant le gouvernement suédois « complice » que Washington font tout pour faire entrer le pays à l’OTAN. Le gouvernement de Stockholm fait ainsi « acclimater » la population suédoise à la présence militaire « atlantiste » dans le pays. Néanmoins, la majorité des Suédois reste encore opposée à la suppression de la neutralité du pays. Combien de temps peuvent-ils encore résister ?**

US troops set to participate as Stockholm fears rising threat from Russia. The three-week exercise will involve attacks on Stockholm and the crucial island of Gotland.

Sweden will on Monday start its biggest military exercise in 23 years with the help of a strikingly large contingent of US troops in response to the rising threat from Russia.  One of the few European countries not to be a member of Nato, Sweden is selling the Aurora 17 exercise — which will simulate war with a foreign enemy — as a renewed focus on national defence after more than a decade of participating in international missions. The three-week exercise, which comes at the same time as the large Zapad war game by Russia and Belarus, will involve attacks on Stockholm and the crucial island of Gotland, which one US general calls “an unsinkable aircraft carrier” in the middle of the Baltic Sea. “If you control Gotland, you have control over the sea and the airways towards the Baltic states,” said Peter Hultqvist, Sweden’s defence minister.

Mr Hultqvist told the Financial Times that there was “a need for US presence in this region” and that having 1,000 US troops in the Aurora exercise out of a total of 20,000 soldiers was “a statement of intent”.  He added: “It’s about handling the realities of the security situation in our part of Europe. It’s an important signal to the Swedish population and also to other countries and partners that we take this security situation seriously.”  It’s an important signal to the Swedish population and also to other countries and partners that we take this security situation seriously. Public anxiety in Sweden has been stoked by several incidents including a dummy bombing raid on Stockholm by Russia in its last Zapad exercise in 2013 when no Swedish aeroplanes were scrambled due to no crew being on high alert.

Tensions were heightened by the incursion of a foreign submarine into the Stockholm archipelago in 2014. But Sweden’s centre-left government, which came into power that year, has tried to reassure the public by boosting defence spending by a quarter up till the end of the decade and re-introducing conscription.  Asked about the 2013 raid — where the Russian planes were eventually tracked by two Danish jets under Nato command — Mr Hultqvist said: “We criticised this at the time but now we have an organisation and a level of preparedness so it won’t happen again.”  The Aurora exercise will be closely watched around the region and will include troops from the US, Denmark, Estonia, Finland, France, Lithuania and Norway as well as about 40 different Swedish agencies.

…The debate about possibly joining Nato has become louder in Sweden and Finland in recent years as both countries adjust to a more assertive Russia following its annexation of Crimea.

*« Grand jeu balkanique » : les États-Unis mènent 1-0 face à la Russie*, Par Tomas Braj, 28 août 2017, in: [*Deutsche Welle*](https://www.courrierdesbalkans.fr/%2B-deutsche-welle-%2B)*/ Le Courrier des Balkans* (extraits)

Haut du formulaire

Dans la grande guerre d’influence et de puissance qui se joue dans les Balkans, les États-Unis ont pris l’avantage sur la Russie, avec l’adhésion du Monténégro à l’Otan, tandis que Chine et Turquie sont en embuscade. Par contre, l’Union européenne, sur la défensive, ne parvient plus à s’imposer comme un acteur de poids.

Depuis des siècles les Balkans occidentaux sont un terrain de jeu privilégié des grandes puissances. Les Habsbourg contre les Ottomans, le bloc occidental contre les pays communistes... Toutes les grandes rivalités de l’histoire se sont reflétées dans la région, et l’on assiste à un nouveau regain de ces stratégies de puissance et d’influence. Cette fois, ce sont les Américains et les Russes qui sont à l’offensive, sans oublier la Chine et la Turquie…

Il y a deux semaines, le vice-Président américain Mike Pence se rendait en visite dans le petit Monténégro qui vient de rejoindre officiellement l’OTAN cette année, malgré la forte opposition de la Russie. « Ici, dans les Balkans occidentaux, la Russie œuvre à diviser et à déstabiliser la région afin de saper la démocratie », a déclaré Mike Pence devant presque tous les chefs de gouvernement de la région réunis à Podgorica. Avec le président Donald Trump, a-t-il ajouté, « les États-Unis soutiennent l’Europe du sud-est contre Moscou ». Ces rumeurs de guerre ont provoqué des critiques, notamment en Serbie. Ce n’est pas la Russie qui provoque la déstabilisation, mais l’Occident, a déclaré le ministre serbe des Affaires étrangères, Ivica Dačić.

Depuis des années, Belgrade essaie de maintenir un délicat équilibre entre Ouest et Est. Comme candidate à l’adhésion européenne, la Serbie pense que le processus ne va pas assez vite. Dans le même temps, elle conserve des « relations particulières » avec son alliée historique la Russie. Ainsi, un « Centre humanitaire serbo-russe », que Washington considère comme un nid d’espions, est toujours basé à Niš, et Belgrade négocie actuellement avec Moscou l’achat de six avions MIG-29, de chars et de systèmes de défense antimissile. Pendant ce temps, les États-Unis insistent sur l’approvisionnement énergétique, en demandant à la Croatie de procéder enfin à la construction du terminal prévu pour le gaz liquéfié sur l’île de Krk, dans le nord de l’Adriatique. Il serait approvisionné par les tankers américains et devrait être relié à une station similaire à Svinojušće en Pologne. Ainsi, l’Europe du sud-est ne dépendrait plus du gaz russe.

A l’instigation de la Croatie et de la Pologne, une « Initiative des trois mers (Baltique, Adriatique, Mer Noire) » a été lancée l’an dernier. Douze pays d’Europe centrale, de l’est et du sud-est désirent un soutien accru des États-Unis afin de pouvoir se défendre plus aisément contre Moscou. L’EU sur la défensive L’Union européenne regarde l’entrée en scène de ces nouveaux joueurs avec méfiance. Malgré les milliards d’euros d’aide dépensés chaque année et toute une armée de diplomates et d’experts, Bruxelles doit bien constater que sa réputation et son influence demeurent limitées dans les Balkans. L’UE peut bien suggérer des solutions pour sortir des crises et des blocages politiques, comme en Albanie ou en Macédoine, mais elles ne sont appliquées qu’après un fort engagement de la diplomatie américaine.

Enfin, ces dernières années, dans le cadre de la « Nouvelle route de la soie », la Chine a construit des routes et des ponts, accordé des crédits et modernisé les centrales nucléaires de la région. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan doit quant à lui se rendre en Serbie le mois prochain, accompagné de pas moins de 150 hommes d’affaires. La Turquie a intensifié les bonnes relations qu’elle entretient traditionnellement avec les musulmans de Bosnie-Herzégovine. Elle a généreusement apporté son aide à la restauration des mosquées détruites pendant la guerre.

La bataille pour l’influence dans les Balkans est encore plus enflammée dans le champ des médias. L’agence russe Sputnik la mène avec ses programmes en langue serbe et renforce ainsi la vision russe sur le monde. La compagnie américaine KKE, à laquelle appartiennent déjà les principales stations de télévision de la région, vient d’acheter les chaînes Nova TV en Croatie et POP TV en Slovénie. L’agence turque de presse Anadolija est particulièrement présente en Bosnie, sans parler d’Al Jazeera Balkan, déclinaison locale de la chaine qatarie.

\* \* \*

**Washington utilise les pays balkaniques pour fournir des armes à certains groupes armés en Syrie et ce, bien avant que la Russie n’y intervienne. Voir annexes n° 3.**

\* \* \*

Israël prêt à coopérer avec Riyad pour "faire face à l'Iran" annonce Le Figaro.fr avec AFP  le 16/11/2017. Israël est prêt à coopérer et à échanger des renseignements avec l'Arabie saoudite "pour faire face à l'Iran", a déclaré le chef d'état-major israélien Gadi Eisenkot dans un entretien avec le site d'informations Elaph publié aujourd'hui. "Nous sommes prêts à échanger notre expérience et les informations provenant du renseignement avec les pays arabes modérés pour faire face à l'Iran", a déclaré au site Elaph le lieutenant-général Eisenkot, dont les propos ont été confirmés par l'armée israélienne.

*Pour les ministres européens de la défense, la coopération en matière de défense doit être hissée à un niveau supérieur* (COMMUNIQUÉS DE PRESSE) 7/09/2017

**Ce communiqué paraît incantatoire et sans effet. Or, il met en évidence la privatisation partielle de la défense européenne en proposant d’intensifier la coopération entre l’industrie privée de défense et l’UE. Par ailleurs, on insiste sur la fidélité de la PESD[[4]](#footnote-4) à l’OTAN.**

Les ministres de la défense /de l’UE/ … ont examiné les nouvelles propositions européennes en matière de défensevisant à intensifier la coopération entre les États membres dans le domaine de la défense et à accroître les capacités militaires de l'Europe... La Commission européenne a décidé, pour la première fois, de financer les domaines de la défense des États membres à partir du Fonds européen de la défense par le biais d'un programme de développement des capacités. Les États membres espèrent parvenir à un accord sur les modalités et les conditions du programme vers le mois de novembre.

Pour promouvoir le développement des capacités militaires, les dépenses européennes en matière de défense devront être augmentées, aussi les modalités et les conditions de la Coopération Structurée Permanente (CSP) seront développées. Le but de la CSP est de soutenir l'OTAN. En même temps, elle oblige les États membres à apporter leur contribution à l'unité de combat de l'Union européenne. Lors de la réunion a eu lieu le premier exercice stratégique d'entraînement de l'Union européenne EU CYBRID 2017, durant lequel les ministres de la défense étaient impliqués dans un scénario de cyberattaque. L'exercice a été l'occasion de discuter d'une orientation politique dans l'hypothèse où une cyberattaque aurait lieu contre des structures militaires de l'Europe…

|  |  |
| --- | --- |
|  | [*Pendant ce temps-là, la Belgique s’entraîne à larguer ses bombes nucléaires*](http://www.cnapd.be/pendant-temps-belgique-sentraine-a-larguer-bombes-nucleaires/), par [Samuel Legros](http://www.cnapd.be/?author=4), in : CNAPD, octobre 24, 2017, |

Un hasard du calendrier, évidemment. Mais un hasard cynique : ce lundi 16 octobre, soit une semaine après l’attribution du prix Nobel de la paix à la Campagne internationale pour l’abolition des armes nucléaires (ICAN, dont la CNAPD est membre), l’OTAN a entamé son exercice annuel « Steadfast Noon » de frappe nucléaire.

S***teadfast Noon* est un exercice annuel de l’OTAN au cours duquel certains pays membres de l’alliance simulent une mission aérienne de frappe nucléaire**, transportant les bombes nucléaires tactiques B61 que les États-Unis déploient dans certains pays européens.

En plus des avions à capacité nucléaire de Belgique (les F16 de l’armée belge que le gouvernement veut remplacer d’ici à la fin de la législature), d'Allemagne, d'Italie et des Pays-Bas, les observateurs locaux ont également vu des avions tchèques et polonais.
Ces avions non nucléaires de la République tchèque et de la Pologne participent au programme SNOWCAT (soutien aux opérations nucléaires avec tactique aérienne conventionnelle) de l'OTAN, qui permet aux forces armées des pays non nucléaires de soutenir la mission de frappe nucléaire sans être formellement parties à celle-ci.

**L'exercice Steadfast Noon de cette année se déroule à deux endroits simultanément: depuis la base aérienne de Büchel en Allemagne et depuis notre fameuse base aérienne de Kleine Brogel,** où sont entreposées les 20 têtes nucléaires américaines depuis les années 1970. Ce sont donc nos forces armées qui sont formées et entraînées pour larguer ces bombes nucléaires, si un scénario militaire de l’OTAN le prévoit.

**Actuellement, 150 bombes B61 sont déployées dans six bases sur cinq pays européens** (voir carte ci-dessous). Contrairement à ce que notre gouvernement soutient, le maintien de la présence de ces armes est une question bilatérale, à laquelle la Belgique pourrait légalement, seule, mettre un terme. En témoigne, le retrait des armes nucléaires de la base grecque d’Araxos (en 2001) et de la base anglaise de Lakenheath en 2008. Les arsenaux nucléaires présents en Allemagne et en Turquie ont, eux, été réduit.



D’après Hans Kristensen, expert des questions nucléaires à la Federation of American Scientists, **la nouvelle Nuclear Posture Review de l'administration Trump devrait réaffirmer le déploiement et la modernisation des têtes nucléaires non stratégiques des États-Unis en Europe**. Pour l’expert, l'OTAN est entrain de modifier sa posture nucléaire en parallèle, soulignant le regain de tensions entre les États-Unis, l’OTAN et la Russie. Il insiste sur ce point : cette évolution est un compromis constant avec certains membres de l'OTAN qui veulent que l’alliance approfondisse davantage la préparation et la planification des missions nucléaires de l’alliance.

Entre-temps, **cette opération Steadfast noon souligne à nouveau que la Belgique continue de violer allègrement les obligations qu’elle a elle-même prise dans le cadre du Traité de non-prolifération.** Renforcée par le prix Nobel de la paix 2017, la vigilance citoyenne s’accroit en Belgique vis-à-vis du rôle prépondérant que notre pays joue dans la survivance d’armes nucléaires dans le monde. Dans les prochains mois, cette vigilance doit nous conduire :

* A exiger que la Belgique signe le nouveau Traité d’interdiction des armes nucléaires ;
* A exiger que la Belgique refuse la modernisation des armes nucléaires entreposées à Kleine Brogel. Et que ce refus amorce le retrait définitif de ces bombes. A ce que les éventuels remplaçants des F16 de l’armée belge ne soient, quoi qu’il arrive, aucunement dotés de la capacité nucléaire.

## **A.Les pays d’Europe adhérés ou en adhésion à l’UE[[5]](#footnote-5)**

# *2008: The Year East-West Wage Convergence Came To A Standstill*, by [Béla Galgóczi](https://www.socialeurope.eu/author/bela-galgoczi), in: Social Europe, 30 August 2017

The crisis has put an end to wage convergence of the poorer Central and Eastern European new EU member states (EU-11, being: Czechia, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland, Slovakia, Slovenia (2004), Bulgaria, Romania (2007) and Croatia (2013)) towards wage levels in the West.

Figure 1 below shows their share of wages (nominal compensation) in percentage terms of the EU-15 over two decades. The trend-break in 2008 is clear and this is largely due to flawed one-size-fits-all EU crisis management practices. In six countries (Croatia, Hungary, Poland, Czechia, Romania and Slovenia) wage convergence went into reverse. In most of the EU-11, 2016 relative wage levels got stuck for almost a decade, with only Estonia and Bulgaria showing significant progress. But Bulgarian wages in 2016 were still just 17.7% of the EU-15 average and, with the exception of Slovenia, wage levels in the rest of the EU-11 were between 20% and just over 40% of western Europe.

## Figure 1: Nominal Compensation Of EU11 In % Of The EU15 Average (On EUR/ECU Basis)



###### Source: AMECO 2017

Stalled wage convergence undermines social cohesion in the EU; with the free flow of capital, services and people the persistently high wage gap creates adverse effects both in the east and the west – such as a `brain drain` from east to west that undermines economic development in the east, and exploitation of posted CEE workers that undermines wages in the west. The resulting disappointment leads to the emergence of political forces that question core EU values. The lack of wage convergence is thus not only a matter of social injustice for eastern workers, it is detrimental to sustainable growth and threatens the future of Europe.

What can be done? First of all, collective bargaining in the EU-11 needs to be strengthened, and economic policies based on austerity and wage moderation should be phased out. Minimum wage policies should push the wage-floor upwards (recent positive examples in Hungary and Romania show that this could work). Instead of undermining workers` rights, Labour Codes in the region should be improved.

Wages should be allowed to follow inflation and productivity and, given that productivity has increased considerably faster than wages in the past (and wages make up a lower proportion of GDP in the east than in the west), it should not be taboo for wages to increase faster than both inflation and productivity.

## *Central and eastern Europe’s strong growth offers reward despite added political risk*, in: *FT*, [Neil Buckley](https://www.ft.com/stream/f18f7abf-f1d3-324f-94f6-434671119d47), 20.10.2017 (extraits)

Look out across central and eastern Europe, Russia and Eurasia and it seems to offer tempting prospects for investment. Much of central Europe’s economy is forecast to expand by 3 per cent or more this year, Romania is expected to grow by 4 per cent. Even Russia and Ukraine have pulled out of recessions that followed the 2014 Ukraine crisis. Other important parts of the investment case remain intact, including well-educated workforces with wage levels still below those in western Europe — but growing fast enough to drive strong consumer spending. Investors, though, also have to take account of a negative element, at least in parts of the region: a resurgence of geopolitical and more local political risk. For years, especially in the 11 former communist countries that have joined the EU since 2004, much of the region seemed to be embracing market democracy, building up institutions and the rule of law. More recently, countries such as Poland and Hungary have brought to power populist governments that are accused of neutering some of those institutions and pursuing policies much less friendly to foreign business.

The phenomenon may spread: the Czech Republic is expected this weekend to elect a populist government headed by a billionaire businessman Andrej Babis. In Romania, the social democratic-led government that was elected last December provoked the biggest demonstrations since 1989 when it tried to decriminalise some corruption offences. Now, some investors are sounding the alarm over draft legislation they say would loosen Romanian corporate governance standards. Thousands of people took to Bucharest's streets for many days in February 2017 protesting against government plans to water down anti-corruption laws…

Some Russian sectors are now more competitive on wage costs than China. Macro Advisory, a Moscow consultancy, warns, however, that new legislation passed by the US Congress this year creates a “Sword of Damocles” over Russia’s recovery. As well as tightening existing sanctions, the legislation requires the US Treasury to present a report by January assessing the effectiveness of existing measures and listing potential new targets. This, warns Macro Advisory, is “likely to lead to a large number of investors and businesses taking a prudent view and standing back from Russia”, until it is clear how the new law will be interpreted.

Risks are different in Poland and Hungary. Nationalist governments in both countries have become more hostile to foreign investment in some sectors, trying to boost domestic control. Viktor Orban, the prime minister of Hungary, and Beata Szydlo, his Polish counterpart, are likely to prove hostile to plans for greater EU integration. Nationalist governments in both countries have become more hostile to foreign investment Since 2010, the Fidesz government of prime minister Viktor Orban in Hungary has imposed “crisis” taxes on the retail, telecoms and energy sectors, where foreign businesses were dominant.

It also slapped Europe’s highest banking levy on mostly foreign-owned banks. Poland’s Law and Justice government has, since 2015, also imposed a bank tax — albeit smaller than Hungary’s — and a tax on large retailers. The latter was shelved pending an EU probe and the European Commission ruled in June that it breached state aid rules. Anti-corruption groups in Hungary are also focusing on a new potential risk for investors — the emergence of a group of wealthy businesspeople close to the Fidesz party who seem to be favoured in awards of large state contracts.

Jozsef Peter Martin, executive director of Transparency International in Budapest, says research it conducted found investors remained unmoved. “To a certain, surprising extent, it came out that businesses think they can make money from this market,” he says, though investors suggested nurturing good relations with the government and avoiding other political activities. Neighbouring Romania, with the strongest growth in central and eastern Europe in the past three years, is attracting significant investor interest. But Fondul Proprietatea, a fund created by the Romanian state in 2005 to compensate citizens whose assets were confiscated under communism and which holds minority stakes in several state-owned enterprises, is sounding alarms. Greg Konieczny, Fondul’s portfolio manager, says the social democratic government has shown little respect for corporate legislation rules in making appointments to state companies. Political loyalty is often being favoured over competence and experience, adds Mr Konieczny, who is also director of eastern European strategy at Franklin Templeton.

Healthy growth still makes central and eastern Europe attractive, he argues, but investors have to be selective. “Stay invested in companies or sectors that are the least exposed to regulatory changes, as well as where the presence of state-owned companies is relatively limited,” says Mr Konieczny. The biggest risks are in sectors deemed “strategic” such as energy and mining. Less prone to risk is “anything to do with the consumer sectors . . . healthcare and information technology”.

*L’Albanie, Edi Rama le nouvel Enver Hoxha ?,* Par Jérôme André, in: [Courrier des Balkans](https://www.courrierdesbalkans.fr/%2B-courrier-des-balkans-%2B), 8.9.2017 (extraits)

Depuis sa reconduction triomphale à la tête du pays le 25 juin, le Premier ministre Edi Rama gouverne seul l’Albanie. Son programme repose sur la « co-gouvernance citoyenne », une sorte de pseudo-démocratie participative anti-élites aux relents populistes. Un bon moyen d’éliminer tous ses adversaires et de renforcer un pouvoir de plus en plus oligarchique. …Fort de sa majorité absolue au Parlement, le chef du Parti socialiste (PS), [dispensé des fastidieuses tractations en vue de former une coalition](https://www.courrierdesbalkans.fr/Albanie-la-nouvelle-assemblee-d-Edi-Rama), a martelé qu’il voulait certes partager le pouvoir, mais cette fois avec les « citoyens »… Si le Premier ministre revendique régulièrement sa filiation avec [la sociale-démocratie à la Tony Blair](https://www.courrierdesbalkans.fr/albanie-blair), il est difficile de percevoir dans cette nouvelle « démocratie participative » une quelconque influence de la gauche européenne. Au contraire, chez ses adversaires, les critiques fusent pour dénoncer une nouvelle forme de populisme.

…Les réactions ont été encore plus vives après la publication d’une liste noire mi-juillet contenant une centaine de noms, des officiels mis en cause par les « fans » du Premier ministre. La plus ancienne ONG des droits de la personne en Albanie, le Comité d’Helsinki, juge cette pratique « illégale » et génératrice « de problèmes inutiles ». Dans un pays où l’administration est fortement politisée, les réactions outragées se sont multipliées, venues de l’opposition, bien sûr, mais aussi des rangs du PS.

… À peine la rentrée commencée, un nouveau plan visant à restructurer l’administration publique a été annoncé, avec pour objectif de réduire le nombre d’institutions publiques. « Nous voulons faire plus et mieux avec moins de ressources », justifie l’ancien vice-Premier ministre Niko Peleshi. Après [la diminution du nombre de ministères](https://www.courrierdesbalkans.fr/Albanie-c-est-parti-pour-Rama-2), ce sont 37 agences au niveau central qui devraient bientôt être supprimées et le pays divisé en quatre grandes zones administratives, qui gèreront les services essentiels tels que la santé, l’éducation, les affaires sociales et les finances. Beaucoup d’experts se montrent déjà sceptiques : aucune prévision chiffrée n’a été avancée concernant les économies ou le nombre d’emplois concernés par ces restructurations.

… À l’automne 2016, le mouvement contre [la loi pour l’importation des déchets](https://www.courrierdesbalkans.fr/environnement-l-albanie-dechetterie-de-l-europe) avait remis la société civile sur le devant de la scène. Aujourd’hui, ces militants peinent bien à se faire entendre. Fatos Lubonja se désole de « l’apathie de la réaction à l’arrogance de Rama » alors que la corruption du pouvoir est, selon lui, toujours aussi présente. L’éditorialiste s’inquiète du retour « du culte de l’infaillibilité du chef suprême » et de sa nouvelle stratégie reposant sur « l’idée que les gens sont infaillibles, afin d’éliminer ses adversaires ». Sombre, il y voit « les signes d’une histoire qui se répète sous la forme d’une nouvelle tragédie ».

Face à un processus d’intégration européenne toujours aussi flou, le Premier ministre albanais semble jouer la carte du renforcement de son pouvoir personnel. Tandis que beaucoup s’insurgent de voir « la bonne santé financière des amis oligarques d’Edi Rama » devenir synonymes de la croissance économique du pays, sa « co-gouvernance citoyenne » à la mode 2.0 devrait lui permettre d’asseoir encore un peu plus sa main-mise sur les institutions.

## *Informations diverses provenant principalement du Courrier des Balkans*

Dans un arrêt rendu le 6 septembre 2017, la Cour de justice (CJUE) a rejeté les recours de la Hongrie et de la Slovaquie, qui s'opposaient au plan de relocalisation des migrants de septembre 2015.

Le canton de Tuzla en Bosnie-Herzégovine accueille le 17e exercice de l’OTAN, organisé par le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe. Pendant cinq jours, 1200 participants venus de 34 pays doivent apprendre à mieux gérer les situations de crise. En Republika Srpska toujours en Bosnie-Herzégovine, le président serbe Dodik grince des dents.

C’est une véritable déclaration d’amour que Recep Tayyip Erdoğan, en visite en Serbie durant trois jours, a faite à Novi Pazar mercredi 11 octobre 2017. Et les habitants du Sandžak ont fait le déplacement en masse. Mais derrière ces manifestations se cachent des objectifs bien plus pragmatiques, avec de gros sous à la clé. Ces dernières années, la Turquie a construit deux écoles primaires à Novi Pazar, et rénové une maternité et un tribunal. La veille à Belgrade, les deux chefs d’État avaient signé des accords économiques bien plus stratégiques : une déclaration sur l’instauration d’un conseil de coopération, alors que les gouvernements serbe et turc s’engagent à accroître les relations économiques bilatérales via pas moins de douze nouveaux accords, ainsi qu’une modification de l’accord de libre-échange conclu en 2009.

En Moldavie, la crise dure depuis son élection il y a un an. Le Président moldave refuse toujours de signer la nomination du ministre de la Défense. A mi octobre 2017, la Cour constitutionnelle a néanmoins décidé de « suspendre » très provisoirement Igor Dodon pour passer outre ce blocage. Un bras de fer qui risque bien de provoquer une nouvelle crise politique. C’est le gouvernement, dominé par le Parti démocratique de Moldavie (PDM) du [très controversé oligarque Vladimir Plahotniuc](https://www.courrierdesbalkans.fr/vlad-plahotniuc-l-oligarque-le-plus-inatteignable-de-moldavie), qui a saisi la Cour le 19 septembre, après le deuxième refus du président Dodon, issu des rangs du Parti communiste de la République de Moldavie (PCRM), de valider la nomination d’Eugen Sturza au poste de ministre de la Défense. Il considère l’incompétence du candidat.

Il 59% dei finlandesi è contrario all’ingresso del proprio paese nell’Alleanza Atlantica. Lo rivela un sondaggio di Gallup-Helsingin Sanomat, secondo il quale soltanto il 22% del campione è favorevole all’adesione.

## *L’OTAN et le Monténégro maffieux*

**Actuellement, l'adhésion du Monténégro à l’OTAN est en cours de ratification par les pays-membres actuels. Cela peut bien étonner les naïfs puisque le pays a la réputation d’être maffieux depuis qu’il a quitté la Yougoslavie. Son régime politique est pudiquement considéré comme autoritaire. En réalité, l’OTAN, c’est-à-dire Washington n’a jamais été très regardant sur la qualité politique de l’adhérant si c’était dans son intérêt. Par contre, l’attitude servile des pays-membres europées déconcerte. Ils sont parfaitement au courant de ce qui se passe au Monténégro. L’OTAN ne sert jamais à démocratier un pays. Le Monténégro subira l’américanisation de son régime comme les autres pays excommunistes devenus membres de l’organisation fort agressive grâce à leur soutien depuis des années 1990.**

Alors que le Monténégro, le plus petit pays des Balkans, est adhéré à l’OTAN depuis juin 2017, le procès de la tentative d'un coup d'État s'ouvre en juillet 2017 à Podgorica, dans la capitale de cette ancienne république de l'ex-Yougoslavie. Cet événement, qui a secoué le pays le 16 octobre 2016, jour de la proclamation des résultats des dernières élections législatives, soulève toujours de nombreuses interrogations. S'agissait-il d'un projet du Kremlin pour contrer l'adhésion du Monténégro à l'OTAN? D'une tentative de l'opposition prorusse monténégrine pour contrer les velléités occidentales du gouvernement? Ou d'un coup monté du parti au pouvoir pour se débarrasser de son opposition? Il n'est pas certain que le procès qui vient de s'ouvrir réussira à dissiper toutes les zones d'ombre entourant ce mystérieux putsch raté. Sur le banc des accusés figurent plusieurs nationalistes serbes, des Monténégrins membres du principal parti d'opposition, le Front démocratique (FD), et deux ressortissants russes.

Si l'accusation dit disposer des témoignages de membres présumés du complot ayant collaboré contre un allégement de peine, la manière dont les autorités judiciaires ont eu vent de ce projet de putsch reste très floue. Pour Andrija Mandic, leader du FD inculpé, cette histoire est un coup monté du parti au pouvoir, le Parti démocratique socialiste du Monténégro ( DPS), pour éliminer l'opposition. Le DPS a d'ailleurs fini par remporter ce même soir les élections législatives à une courte majorité. Si complot de barbouzes serbes et russes il y eut, il faudrait plutôt regarder, selon le FD, du côté des anciennes relations de Dukanovic avec le crime organisé. L'ancien premier ministre a souvent trempé dans des affaires de corruption et est connu pour ses liens avec la Serbie.

Rappelons, qu’après le démantèlement du bloc soviétique dans les années quatre-vingt-dix, Milo Djukanovic s'écarte progressivement de son ancien mentor, le dictateur serbe Slobodan Milosevic, jusqu'à la proclamation de l'indépendance du Monténégro en 2006. Nommé ensuite premier ministre à trois reprises, il a engagé dès 2008 son pays dans le processus d'adhésion à l'UE et a milité pour l'entrée de son pays dans l'OSCE et l'OTAN. Son successeur depuis ces fameuses législatives d'octobre 2016, Dusko Marokovic, n'a pour l'instant pas dévié de cette même ligne pro-occidentale.

[Cette ouverture vers l'Ouest est diversement appréciée](http://www.lefigaro.fr/international/2017/05/09/01003-20170509ARTFIG00258-la-longue-marche-du-montenegro-vers-l-ouest.php) dans ce petit pays multiculturel de 660 000 habitants, dont une partie est toujours fortement attachée à la Russie. La relation avec l'Occident semble être le véritable enjeu de cette affaire de putsch manqué. L'opération avortée aurait en effet visé, selon le parquet monténégrin, à empêcher l'entrée de la république du Monténégro dans l'OTAN. Cependant, les services secrets de plusieurs pays membres de l'OTAN ont soutenu les accusations de Podgorica et Washington déclare détenir des «informations crédibles» sur l'implication russe dans le coup d'État avorté.

Mais, là encore, aucune preuve concrète n'a encore été présentée. Ce procès devra clarifier les nombreuses zones d'ombre d'une enquête partiellement convaincante. Depuis neuf mois, la Justice monténégrine n'a toujours pas présenté les armes que s'apprêtaient à utiliser les «putschistes», selon elle. Le procureur a multiplié les versions contradictoires, expliquant notamment que ces armes auraient été bloquées avant d'entrer au Monténégro (Figaro, 19/07/2017).

L’Église orthodoxe serbe au Monténégro a en octobre 2017 offert ses services pour héberger dans l’un de ses monastères, le temps que dure leur procès, trois accusés serbes soupçonnés d’avoir participé au « coup d’État » manqué d’octobre 2016. Avant fin octobre 2017, la Haute Cour de Podgorica devrait se prononcer sur la libération de trois citoyens serbes soupçonnés d’avoir participé au [« coup d’État » manqué dans la nuit du 15 au 16 octobre 2016](https://www.courrierdesbalkans.fr/montenegro-les-mysteres-du-coup-d-etat-rate-du-16-octobre), après que le métropolite de l’Église orthodoxe serbe au Monténégro, Amfilohije, a offert des garanties pour leur sécurité et leur disponibilité face à la justice. C’est la première fois que l’Église intervient dans l’une des plus importantes affaires d’État en relation avec la justice. Si des experts en matière judiciaire ne voient aucun inconvénient à ce que les inculpés soient hébergés par l’Église, le Parti libéral, membre de la coalition au pouvoir, a en revanche qualifié cette initiative de « scandaleuse ».

Le Conseil d’administration de l’Université du Monténégro (UCG) a destitué, le 3 octobre dernier, la rectrice Radmila Vojvodić, mettant fin à un conflit avec le gouvernement du Premier ministre Duško Marković. La rectrice accuse à présent le gouvernement de non-respect de l’autonomie de l’université et de violence politique contre la plus ancienne institution nationale d’éducation supérieure. Les propos de Radmila Vojvodić ont été démentis par le gouvernement. La rectrice a cependant souligné, lors d’une conférence de presse, que sa destitution était illégale et qu’il ne s’agissait pas d’un « conflit personnel » avec le Premier ministre. Elle met en avant, au contraire, le manque de respect du gouvernement. Selon elle, celui-ci a statué sur son sort contrairement aux statuts de l’université.

Cette destitution a été suivie, le 4 octobre, par la démission du ministre de la Culture, Janko Ljumović, qui a publiquement soutenu Radmila Vojvodić, estimant que sa destitution menaçait l’autonomie et l’intégrité de l’université. La démission du ministre, confirmée par le gouvernement, a été justifiée au nom de l’incompatibilité entre sa fonction ministérielle et ses prises de position contraires à la démarche gouvernementale.

## *Un réarmement dangeureux pour l’Europe*

US and Poland agree $10.5bn missile defence deal Raytheon contract includes radar sets, launch stations and Patriot missiles. Conflicts sound alarm for EU, says defence chief . The deal includes 208 Patriot Advanced Capabilty-3 (PAC-3) missiles made by Raytheon.

Après les installations du bouclier anti-missile américain, basées à Deveselu, la Roumanie acquérera sept systèmes de missiles défensifs sol-air Patriot, pour quelque 4 milliards d’euros. Face à la Russie, Bucarest occupe apparement une position toujours plus importante dans le dispositif de l’OTAN. Le pays consacre 2% de son PIB à la défense.

**Le système Patriot antimissile en Europe défend bien les EUA mais pas la Pologne ni la Roumanie. En effet, d’une part, à supposer qu’un missile américain attrape un missile nucléaire russe, les fragments dangeureux de cette dernière retombe sur le territoire polonais. D’autre part, la présence du système Patriot en Pologne ou en Roumanie les rend vulnérable face à la Russie. Enfin, la gestion et, surtout, l’utilisation du système échappent à Varsovie et restent entre les mains de Washington.**

The US Department of State has approved a possible deal worth up to $10.5bn to sell Patriot missile defence systems to Poland, American authorities said on Friday. The linchpin of Nato’s eastern flank, Poland has been accelerating its drive to modernise its armed forces since Russia annexed the Crimean peninsula in neighbouring Ukraine in 2014. The central European country is one of the few members of the Nato alliance to spend 2 per cent of its GDP on defence, and last month pledged to raise defence spending to 2.5 per cent by 2030.

Poland signed a “memorandum of intent” with the US on the long-awaited Patriot deal when President Donald Trump visited Warsaw in July. Antoni Macierewicz, the defence minister, said earlier this year that he expected a final deal would be agreed before the end of the year. The proposed sale includes four radar sets, four control stations, 16 launching stations, and 208 Patriot Advanced Capabilty-3 (PAC-3) missiles, the US Defense Security Co-operation Agency said. The systems are made by Raytheon, the US defence group. A state department official said the Patriot systems — designed to intercept both missiles and unmanned aerial vehicles — would give Poland more flexibility to conduct air and missile operations with the US and other Nato allies that already have the system.

“Poland’s ongoing efforts to modernise its military provide us with new areas of potential defence co-operation between our two countries,” the official said. The sale still has to be approved by the US Congress because it involves advanced technology… (*FT*, NOVEMBER 17, 2017 James Shotter in Warsaw).

## *Une propagande intense et « atlantiste » contre le Bélarus et la Russie*

Brussels has thrown its weight behind Lithuania in a dispute over the safety of a Russian-financed nuclear plant being built just across the border by Belarus (*FT*, 25.11.2017). Jean-Claude Juncker, the European Commission president, said he stood in “full solidarity” with the Baltic EU member state after it raised concerns over the Ostrovets power station at a summit also attended by Belarus. “We do not consider this issue being a bilateral issue between Lithuania and a neighbouring country — it’s a European issue,” Mr Juncker said after Friday’s meeting of the EU’s Eastern Partnership in Brussels.

“We will follow this very closely. It’s not something we would deal with with benign neglect.” Essential stories related to this article Europe Russian-built nuclear plant revives Chernobyl fears Nuclear Energy The Russian town in the shadow of a leaking nuclear plant Europe Russia nuclear body denies being source of radiation cloud Dalia Grybauskaitė, Lithuania’s president, Mr Juncker and Donald Tusk, the European Council president, all raised concerns about the Ostrovets plant at the leaders’ gathering, European diplomats said. Linas Linkevicius, Lithuania’s foreign minister, raised the prospect of a boycott on buying power from the project.

Lithuania deems the project — which is less than 50km from Vilnius — a threat to national security, public health and the environment. It has revived old fears in a region still scarred by the Soviet Union’s legacy and the devastating human consequences of the Chernobyl disaster three decades ago. Russia said this week that a town near its s Mayak nuclear fuel production facility in the south of the country, historically one of the world’s biggest radiation emitters, was at the centre of cloud of “exceptionally high” levels of the radioactive ruthenium-106 isotope. The source of the leak had not been confirmed.

Rosatom, which runs the Mayak plant, has denied it is to blame. Belarus says the Ostrovets facility, which is being designed and built by Rosatom, Russia’s state-owned nuclear power monopoly, will be one of the safest in the world. Vladimir Makei, Belarus’s foreign minister, said his country would co-operate with the EU and be transparent on the Ostrovets plant, according to the Baltic News Service agency. The plant’s appearance on the Eastern Partnership agenda came after Alexander Lukashenko, Belarus’s authoritarian president of 23 years, declined an invitation to attend the eight-year-old group’s summit for the first time.

The partnership brings together EU states with six countries in the regions around Russia. The EU lifted most sanctions on Belarus and Mr Lukashenko himself last year after the president once dubbed “the last dictator in Europe” took steps towards greater political openness. Belarus has traditionally been in Russia’s orbit but Minsk criticised Moscow’s 2014 annexation of Crimea and has recently called for more co-operation with the EU. Rosatom and the Belarusian government say the Ostrovets site was the most geologically suitable of a shortlist of three drawn up from 74 investigated. Minsk says neither international law nor guidelines from the International Atomic Energy Agency, the nuclear watchdog, prescribe rules on proximity to cities.

## *Une défense commune pour l’UE!*

**Il existe des aspects pour tester la volonté réelle de l’UE pour organiser sa propre défence:**

1. **fixer la destination finale de ses dépenses en matières de la Politique commune de la sécurité et de la défense (PCSD), les fameux 2% du PNB de chaque pays membre: l’OTAN sous commandement américaine ou l’UE avec une** [**politique de sécurité et de défense commune**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_s%C3%A9curit%C3%A9_et_de_d%C3%A9fense_commune) **(PCSD) et autonome;**
2. **lancer une industrie privée européenne pour innover, développer et fabriquer les armements;**
3. **développer les forces européennes d’interventions rapides, modestes et hors de l’OTAN;**
4. **décider la „coopération structurée permanente” (en anglais Permanent Structured Cooperation - PeSCo) est une disposition du**[**traité de Lisbonne**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Trait%C3%A9_de_Lisbonne)**qui introduit la possibilité pour un noyau d'États de l'**[**UE**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_europ%C3%A9enne)**de développer leur collaboration dans le domaine de la défense. Elle constitue une disposition propre à la PSDC. Cette dernière implique tous les États membres et d'autre part, seuls les États acceptant de prendre un ensemble d'engagements contraignants peuvent prétendre à y participer, tandis que la PSDC laisse une grande liberté aux États membres de l'Union quant à la nature et au degré de leur contribution aux actions et opérations européennes.**

**Ce quatrième point semble se mettre en place depuis le mi-novembre 2017. La manière de le faire me paraît néanmoins ambigue. Apparemment les pays neutres de l’UE (la Finlande, la Suède et l’Autriche) en font partie, sauf Malte et l’Irlande. Certes, avoir une défense n’implique pas création d’une armée. Il existe d’autres moyens tels que la diplomatie et la coopération au développement qui à leur tour sont compatibles avec la neutralité.**

**La décision finale en cette matière est prévue pour 11 décembre 2017 au Conseil des ministres des affaires étrangères de l’UE.**

EU states back new common defence pact. All but five members sign up to plan to revive efforts to share capabilities. Conflicts sound alarm for EU, says defence chief. Bundeswehr soldiers in training in southern Germany: Berlin has led the push to include the maximum number of EU countries in the co-operation (*FT,* NOVEMBER 13, 2017 Michael Peel in Brussels, extraits)

All but five of the EU’s 28 member states have agreed to launch a joint effort to revive the continent’s stop-start campaign to boost common defence.  The European Commission hailed the agreement on Monday as an “awakening”, in a sign of the growing urgency of responding to pressures ranging from Russian military activities to squeezed government budgets. The agreement on so-called Permanent Structured Co-operation (Pesco), signed by the 23 countries at a ceremony in Brussels, could cover projects ranging from new battle tanks to the deployment of multinational forces. Essential stories related to this article EU defence EU states poised to agree joint defence pact Europe France and Germany tighten ties and plan to develop fighter jet EU defence EU sets timetable for tighter military co-ordination.

The high level of take-up is a win for Germany, which pushed for maximum participation in what is being billed as a landmark initiative. But it raises questions of whether the project may become unwieldy and ineffective. Berlin and Paris have led the push for Pesco, which is also backed by Italy and Spain and the EU’s newer eastern member states. The five countries to sit out are the UK, Portugal, Ireland, Malta and Denmark — which has an opt-out on defence matters.

Margaritis Schinas, the commission’s chief spokesman, echoed the rhetoric of the moon landings when he branded the signing of Pesco a “small step for Brussels, a giant leap for Europe”. He referred to remarks made previously by Jean-Claude Juncker, commission president, that Pesco was the “sleeping beauty” of the Lisbon treaty signed by EU members in 2007 — a tacit acknowledgment of how stuttering pan-European efforts on defence have been.  Most analysts are measured in their assessment of what Pesco is likely to achieve.

Questions hang over whether Paris will be happy with a mass participation venture, given that it has stressed the need for joint projects to be as ambitious as possible.  Tomas Valasek, director of Carnegie Europe, … pointed to potential tensions over whether Pesco would clash with, or be overshadowed by, separate initiatives organised through Nato or independently by EU member states…

Haut du formulaire

## **B. L’Ukraine, le Bélarus et la République moldave**

## *Le développement du sous-développement et les contradictions ukrainiennes*

**L’Ukraine depuis le « coup d’Etat parlementaire » en 2014 entre dans le cercle vicieux des pays devenus vulnérables. De plus en plus, elle dépend du capitalisme globalisé. En sus, géopolitiquement, elle subit la pression de Moscou et de Washington, et subsidiairement celle de l’UE. Enfin, ce qui n’est pas encore acquis par les multinationales non ukrainiennes se trouve entre les mains de quelques dizaines d’oligarques locaux. La conséquence locale en est l’endettement public, la corruption, l’appauvrissement de la majorité de la population et l’impossibilité d’une politique socio-économique locale avec, en plus, les programmes d’austérité du FMI. Ces programmes aggravent à leur tour la situation. C’est bien le « développement du sous-développement » classique.**

**La dette publique extérieure ukrainienne au 31 juillet 2017 représente 76,06 milliards de dollars, indique le ministère national des Finances, la somme correspondant à** **environ 80% du PIB**. Du côté de la dette extérieure, la somme est de 37,44 milliards de dollars, alors que la dette intérieure représente 26,60 milliards de dollars. La dette garantie par l’État atteint pour sa part 12,02 milliards de dollars.

\* \* \*

L’accord d’association UE-Ukraine entre en vigueur le 1/09/2017. L’accord a été le prétexte aux bouleversements qu’a connus l’Ukraine en 2014. L’ancien président Viktor Ianoukovitch a refusé de signer le texte, mais après le « coup d’Etat parlementaire » en avril 2014, le dirigeant pro-russe a dû quitter le pouvoir et laisser la place à un gouvernement pro-atlantiste, qui a rapidement signé l’accord. La Russie a réagi en annexant, par référendum, la péninsule de Crimée, tandis que des séparatistes prenaient les armes dans l’est de l’Ukraine. Un traité de libre-échange, qui fait partie de l’accord, est déjà entré en vigueur en janvier 2016.

L’entrée en vigueur de l’accord avait aussi provoqué des remous en UE. Les Pays-Bas notamment ont tenu un référendum en avril 2016 à ce sujet. Ce n’est qu’après que le Premier ministre Mark Rutte a obtenu de ses partenaires européens la garantie que l’accord ne présageait pas d’une future adhésion de l’Ukraine à l’UE que les Néerlandais ont ratifié l’accord.

\* \* \*

L'acheminement de gaz naturel russe vers les pays européens via les gazoducs ukrainiens a atteint son plus haut niveau depuis six ans entre janvier et août 2017, a indiqué vendredi l'entreprise publique ukrainienne Ukrtransgaz. L'accord conclu entre l'Ukraine et la Russie sur l'acheminement de gaz naturel arrivera à expiration en 2019.

\* \* \*

Proatlantiste par excellence, l'ex-président géorgien Mikheïl Saakachvili, devenu opposant au gouvernement de Kiev, est entré de force 11.9.2017 en Ukraine où, bien qu'il ait été déchu de sa nationalité ukrainienne, il veut participer aux élections, promouvoir des réformes et lutter contre la corruption. Toute la question est de savoir lesquelles des réformes et des luttes contre la corruption il veut entamer.

Rappelons qu’après avoir dirigé la Géorgie pendant une décennie avec la bénédiction de Washington, Saakachvili y avait été critiqué pour son style autoritaire et surtout pour l’invasion désastreuse contre la Russie en 2008. Il avait acquis la citoyenneté ukrainienne en 2015 et été nommé gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa par le président-oligarque Porochenko. Ses relations avec le pouvoir à Kiev s'étaient détériorées après sa démission en 2016 de ce poste qu'il avait expliquée par les difficultés rencontrées pour combattre la corruption. Politiquement, il est proche de l’ex-première-ministre Iulia Timochenko, une des importants oligarques ukrainiens, et des milieux d’extrême droite de l’Ouest du pays.

## *Rencontre secrète entre Russes et Américains à Belgrade*, in: [RFI](http://www.rfi.fr/auteur/rfi/), 8,10.2017

**L’entente entre Moscou et Washington se développe puisque les deux font partie de l’économie capitaliste en train de de se mondialiser.**

Une rencontre s'est tenue le 7 octobre 2017 à Belgrade, capitale de Serbie. Un envoyé russe et son confrère américain ont discuté des divers scénarios pour mettre fin à la guerre qui fait rage en Ukraine. La rencontre de Belgrade a réuni d'un côté l'ancien ambassadeur américain auprès de l'Otan Kurt Walker, et de l'autre le conseiller spécial de Vladimir Poutine, Vladislav Surkov. Elle avait pour but d'explorer des solutions à la guerre que connait l'Ukraine depuis 3 ans et demi, en tentant de relancer les négociations de paix, dit [processus de Minsk](http://www.rfi.fr/europe/20160211-ukraine-russie-accord-minsk-an-apres-bilan-est-terne). C'est la deuxième fois que les deux négociateurs se rencontrent. Ils s'étaient vus en Biélorussie en août 2017.

Pourquoi avoir cette fois-ci choisi Belgrade ? Parce que le conseiller russe Vladislav Surkov est interdit d'entrée en UE justement depuis la guerre de cession ukrainienne, tandis que l'Américain Kurt Walker refuse de se rendre à Moscou. La Serbie était donc une zone neutre idéale. Les deux points qui pourraient mener à la paix en Ukraine sont connus : le déploiement d'une mission de [Casques bleus dans le Donbass](http://www.rfi.fr/emission/20170909-ukraine-casques-bleus-le-donbass), et le règlement de la question de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est là un point d'achoppement important : pour les Russes, il faut dissocier le cas de Donbass de celui de la Crimée, que la Russie a annexée au début du conflit, alors que pour les Etats-Unis, Donbass et Crimée doivent être considérés comme un tout dans un futur règlement du conflit.

## **C. La Turquie**

*La Turquie installe en Somalie sa plus importante base militaire à l'étranger,* [*in: GeopolisAfrique*](https://twitter.com/GeopolisAfrique)*,* 02/10/2017 (extraits)

**Voici les premiers résultats de la stratégie turque en Afrique au prétexte d’entrainer l’armée somalienne !**

Depuis 2005, voire un peu avant, l’Afrique est l’une des priorités de la Turquie. Ce qui s’est traduit par l’ouverture de près d’une trentaine de missions diplomatiques sur ce continent ainsi que par des échanges commerciaux croissants. Un pays africain fait la figure de proue de cette politique : la Somalie, toujours en proie aux activités des Shebab, résistants actifs dans ce pays. Le président turc Erdogan y a effectué au moins trois déplacements au cours de ces cinq dernières années et Ankara a multiplié les investissements à Mogadiscio, avec l’inauguration d’un lycée et celle de l’hôpital turco-somalien pour l’éducation et la recherche qui, avec 200 lits, est l’un des centres médicaux les plus importants de la Corne de l’Afrique.

En outre, des entreprises turques gèrent le port et l’aéroport de Mogadiscio (par où transitent 80% des revenus du gouvernement somalien) et Turkish Arilines a été la première compagnie aérienne internationale, en 2012, à ouvrir une ligne desservant la capitale somalienne. L’action turque se fait aussi au niveau humanitaire, la Turquie étant devenue le principal bailleur de fonds de la Somalie. Mais cette relation ne se limite pas aux aspects humanitaires et économique. En janvier 2016, il fut rapporté l’intention d’Ankara d’implanter en Somalie une base navale afin de permettre le soutien logistique des navires de guerre turcs croisant au large de la Corne de l’Afrique dans le cadre de la lutte contre la piraterie maritime.

Finalement, le 30 septembre 2017, ce n’est pas une base navale qui a été inaugurée mais un vaste centre d’entraînement (4 km2 de surface), situé en bord de mer, près de l’aéroport de Mogadiscio. Environ 200 militaires turcs y seront affectés afin de former les soldats somaliens, qui finiront par de se trouver en première ligne face aux Shebab, après le retrait du pays des 22.000 hommes de la la force de l’Union africaine en Somalie (AMISOM), prévu en octobre 2018. Pour rappel, la Turquie, membre de l’OTAN, dispose également d’une base au Qatar qui, située près de Doha, peut accueillir 3.000 soldats.

La Turquie a inauguré, samedi 30 septembre 2017 en Somalie, sa plus importante base militaire à l'étranger, marquant l'intérêt stratégique qu'Ankara entend accorder à l'Afrique de l'Est. Environ 200 soldats et formateurs turcs seront stationnés dans la base militaire turque en Somalie. La Turquie a ainsi inauguré le plus important centre d'entraînement militaire étranger de ce pays de la Corne de l'Afrique, destiné à la formation des forces somaliennes qui devront à terme assurer seules la sécurité de ce pays miné par les attaques des islamistes shebabs. La base, dont le coût s'établit à 50 millions d’euros, permet d'accueillir un millier d'hommes en formation. Au total, 10.000 soldats somaliens devraient y être formés. Environ 200 soldats et formateurs turcs y seront stationnés.

Les fragiles gouvernements et institutions somaliennes, dont l'armée nationale, sont soutenus à bout de bras par la communauté internationale, avec notamment le déploiement des 22.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) et l'appui de puissances comme les Etats-Unis. Le retrait progressif de l'Amisom est prévu à partir d'octobre 2018, alors que de nombreux doutes subsistent sur la capacité de l'armée somalienne à faire face, seule, aux Shebabs. En attendant, la formation de l'armée somalienne est principalement assurée par des puissances étrangères, dont les Etats-Unis, le Kenya, la Grande-Bretagne ou les Emirats arabes unis.

\* \* \*

## Le scandale survenu lors des manœuvres de l’Otan Trident Javelin (voir Wikipedia), à la suite duquel Ankara a rappelé ses hommes qui y prenaient part, **pourrait-il déboucher sur la sortie de la Turquie de l’Otan? Quoi qu’il en soit et sans en avoir la réponse d’Ankara, un conseiller d’Erdogan, président de la Turquie, appelle, en novembre 2017, à reconsidérer l’appartenance de la Turquie à l’OTAN** (AFP)

**D. La région de l’Asie du Sud-Ouest (Iran, Caucasie méridionale, l’Asie centrale, le Proche-Orient et les pays voisins…)**

## *La Russie consolide ses positions diplomatiques dans le Caucase.*

Le Parlement arménien a ratifié un nouvel accord de défense militaire avec la Russie le 5 octobre 2017, entérinant des négociations de plusieurs mois entre le Kremlin et Erevan. Longuement débattu et finalement accepté au grand dam des députés de Yelk (alliance pro-occidentale d'opposition arménienne), l'accord de défense russo-arménien vise avant tout à « renforcer la sécurité militaire du Sud-Caucase » et « repousser d'éventuelles agressions étrangères » contre l'un des deux pays. Il intervient un an après la recrudescence des hostilités dans le Haut-Karabakh (province arménienne au sud-ouest de l'Azerbaïdjan), théâtre de conflits entre Azéris et Arméniens depuis 1991. La Russie et la Turquie (cette dernière soutenant l'Azerbaïdjan) s'étaient alors livrées à un bras de fer interposé. Cet accord était fortement désiré par Vladimir Poutine et intervient moins d'un an après la création d'un système de défense antiaérien commun entre les armées russe et arménienne.

Comme beaucoup de petits pays du Caucase depuis la décomposition de l'Union soviétique (1991), l'Arménie a gardé une dépendance diplomatique, économique et militaire vis-à-vis de Moscou. Le secteur de l'énergie arménien est presque totalement subordonné à ce dernier : le capital russe ne contrôle pas loin de 80 % des ressources en gaz de l'Arménie, et Moscou demeure un partenaire économique de premier plan du pays. La Russie voit en outre l'Arménie comme un allié stratégique au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2003. Le nouvel accord permet ainsi à Moscou de profiter de ses relations privilégiées avec l'Arménie pour se poser en principal arbitre des conflits du Caucase.

L'Azerbaïdjan, peuple turcophone (chiite), est quant à lui un compagnon de longue date de la Turquie. Ankara possède en effet des liens historiques étroits avec les peuples musulmans de la région, tels que les Azéris. Elle accueille aujourd'hui encore sur son territoire d'importants peuples issus de la diaspora caucasienne et conserve une influence particulière sur ces États de la région. Toutefois, les relations russo-turques se sont nettement réchauffées au cours des derniers mois, suite au revirement diplomatique de la Turquie en faveur de Moscou en août 2016. Bien que longtemps opposée à la Russie sur la scène syrienne, la Turquie avait finalement réévalué ses priorités en se recentrant sur son objectif principal : empêcher la création d'un État kurde dans la région. Son alliance avec Moscou lui a ainsi permis de contrer la montée en puissance des forces kurdes en Syrie. Les deux puissances ont plus récemment participé aux négociations d'Astana (Kazakhstan) conjointement avec l'Iran.

*L’Iran et la Turquie, les deux puissances moyennes de la région encerclant le(s) Kurdistan(s) menacant ce(s) dernier(s)!*

La Turquie, l’Iran et l’Irak pourraient conjointement décider de fermer l’oléoduc du Kurdistan, dans le nord de l’Irak, a annoncé le 8 octobre 2017 le président turc Erdogan, après une visite d’une journée en Iran. Au cours de la visite de M. Erdogan à Téhéran, les leaders iranien et turc ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération globale. Le Kurdistan irakien exporte son pétrole, un revenu essentiel pour la région, grâce à un oléoduc passant par le sud de la Turquie. Suite au référendum, le président Erdogan a prévenu que les Kurdes irakiens pourraient «avoir faim», comme conséquence des mesures punitives imposées à la région.

Le président Erdogan a assuré également que la frontière avec le Kurdistan irakien sera «bientôt» fermée. «L’espace aérien sera fermé, les vols sont déjà interdits (...), bientôt les frontières seront fermées. Comment allez-vous entrer et sortir ?» a-t-il déclaré à l’adresse des dirigeants kurdes irakiens lors d’un discours télévisé. Le président turc a plusieurs fois menacé de frapper Erbil au portefeuille en fermant notamment les vannes de l’oléoduc qui permet d’exporter une large partie du pétrole produit par le Kurdistan irakien via le port turc de Ceyhan.

Les Kurdes irakiens ont massivement voté en septembre 2017

en faveur de leur indépendance au cours d’un référendum largement décrié à l’international. Malgré la victoire écrasante du «oui», les autorités kurdes ont laissé entendre qu’elles n’avaient pas l’intention de proclamer rapidement l’indépendance. La Turquie, tout comme son voisin iranien, est fermement opposée à la formation d’un Etat kurde à sa frontière. Ankara craint que cela n’attise les velléités indépendantistes de sa propre minorité kurde forte de 10 à 20 millions de personnes.

## *Un rapport de force entre Bruxelles et Minsk*

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a refusé l'invitation de Bruxelles à participer au sommet entre l'UE et les pays du Partenariat oriental, où il était invité pour la première fois depuis la levée des sanctions contre son pays. Lors de ce sommet réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'UE et des six pays du Partenariat oriental (Ukraine, Belarus, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Moldavie), la Biélorussie sera représenté par le chef de la diplomatie Vladimir Makeï. C'était la première fois qu'une invitation avait été directement adressée au président Loukachenko. Il n'avait pas été invité aux précédents sommets parce qu'il était sur la liste des sanctions de l'Union européenne. Ces sanctions ont été levées.

Dans un communiqué, la diplomatie biélorusse souligne que cette invitation «reflète les progrès dans les relations entre le Bélarus et l'UE après une longue période de désaccords», sans préciser pourquoi Alexandre Loukachenko n'y répondra pas. L'UE a levé en 2016 la plupart des sanctions prises contre le Bélarus après la libération d'opposants accueillie comme un signe d'ouverture de la part du président Alexandre Loukachenko, qui dirige le pays depuis 1994.

## *Kirghistan, démocratique et en recherche de neutralité*

Le nouveau président du Kirghizstan, Sooronbaï Jeenbekov, élu en octobre 2017, a pris ses fonctions en novembre 2017, lors d'une cérémonie marquant la première passation de pouvoir pacifique entre deux présidents élus dans cette république d'Asie centrale. Sooronbaï Jeenbekov, 59 ans, un proche du président sortant Almazbek Atambaïev, a prêté serment en s'engageant à protéger "l'unité du pays" de six millions d'habitants, majoritairement musulmans, tandis que la capitale, Bichkek, résonnait des coups de canons marquant la cérémonie.

Secoué par plusieurs épisodes de violences ethniques et deux révolutions en 25 ans d'indépendance, qui ont vu la chute du chef de l'Etat en place en 2005 puis en 2010, le Kirghizstan était dirigé depuis 2011 par Almazbek Atambaïev qui, selon la Constitution, n'avait pas le droit de se représenter. Sous sa présidence, le pays s'est rapproché de la Russie tout en cherchant auprès de la Chine un soutien économique vital pour son développement, une politique que son successeur devrait poursuivre. Le mandat de M. Atambaïev, d'une durée de six ans, a été épargné par la violence, mais n'a pas été exempt de mesures répressives et de tensions à l'approche de l'élection présidentielle du 15 octobre.

Candidat pro-gouvernemental du Parti social-démocrate du Kirghizstan, Sooronbaï Jeenbekov, ex-Premier ministre de M. Atambaïev, a remporté dès le premier tour le scrutin avec près de 55 % des voix. Son opposant le plus sérieux, l'homme d'affaires et député Omourbek Babanov, lui aussi un ancien Premier ministre de M. Atambïev, avait obtenu 33 % des suffrages. Le vote de la minorité ouzbèke, particulièrement visée lors des violences ethniques de 2010, s'était avéré crucial. M. Babanov est sous le coup d'une procédure judiciaire pour avoir tenu des propos relevant de l'incitation à la haine raciale dans une région à majorité ouzbèke lors de la campagne.

Le Kirghizstan avait résilié en 2004 le bail d'une base militaire américaine sur son sol, utilisée pour les opérations en Afghanistan. Le pays, seul en Asie centrale a tenir des élections pluralistes, a conservé une base militaire russe.

## *L’Iran et sa défense antiaérienne renforcée grâce à Moscou*

L’armée iranienne teste avec succès le système de missiles antiaérien S-300 de fabrication russe, détruisant différentes cibles. Le système de missiles sol-air russe S-300 a « réduit en cendres » un missile balistique cible au cours d'essais en Iran. Ce dernier avait bien entendu le droit d'acheter et d'utiliser des armes antiaériennes russes aux côtés de systèmes iraniens tels que les Mersad et les Talash, renforçant ainsi sa sécurité nationale. Par ailleurs, l'Iran développe et produira un équivalent iranien du S-300, un système baptisé Bavar 373.

Le S-300 est un système antiaérien mobile multicanal de missiles sol-air. Il est destiné à protéger les sites stratégiques les plus importants d'un État et de ses forces armées contre des bombardements massifs, portés au moyen d'avions de combat, de missiles de croisière, de missiles balistiques tactiques d'une portée de moins de 1 100 kilomètres et d'autres armes aériennes. En 2009, la Russie et l'Iran ont conclu un accord pour la livraison de S-300 pour un montant de 900 millions de dollars (817 millions d'euros). Mais le 22 septembre 2010, les autorités russes ont annoncé leur décision de ne pas livrer les S-300 à l'Iran, ces armes tombant sous le coup des sanctions de l'Onu. Cinq ans plus tard, Vladimir Poutine a autorisé la fourniture de S-300 à l'Iran. À la mi-décembre 2016, l'ambassadeur iranien en Russie Mehdi Sanai a annoncé que la Russie avait achevé la livraison de systèmes de missiles sol-air S-300 en Iran. Les missiles ont été remis à la base iranienne de défense antiaérienne Khatam al-Anbiya.

**E. Dimensions géoéconomiques**

*Les opérations militaires américaines et européennes en Afrique de l’Ouest préparent une guerre plus large*, in : *Mondialisation.ca*, 21 octobre 2017, Par [Eddie Haywood](https://www.mondialisation.ca/author/eddie-haywood) (extraits)

La guerre menée en Afrique de l’Ouest par les États-Unis en partenariat avec leurs homologues européens, la France et l’Allemagne, qui a été exposée par le meurtre de quatre soldats des forces spéciales au Niger au début du mois, prépare une guerre beaucoup plus large dans la région.

En juin, la France a présenté un projet de résolution devant le Conseil de sécurité des Nations Unies pour obtenir des fonds pour la force militaire conjointe. Les termes de l’autorisation de l’ONU redéfiniraient le caractère et la portée de la force par procuration du G5 Sahel dirigée par la France, lui donnant une large autorité opérationnelle similaire à celle de la Brigade d’intervention des forces de l’ONU contre les rebelles Rwandais du M23 dans l’Est du Congo en 2011.

Dans des négociations à huis clos, Washington a rechigné à la résolution, disant qu’il préférerait que le Conseil de sécurité donne sa bénédiction dans une déclaration au lieu d’une résolution. Derrière l’opposition de Washington à une résolution, il y a la crainte que la France puisse acquérir un avantage stratégique sur les États-Unis dans la région qui est riche en uranium et autres gisements de minerais. Avec l’expansion de ses opérations militaires à travers l’Afrique de l’Ouest ces dernières années, Washington cherche à exercer un contrôle géopolitique complet sur la région. Le lieutenant-général Kenneth McKenzie a admis la semaine dernière que les États-Unis comptaient 1000 soldats déployés dans les pays frontaliers du lac Tchad : le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun. Cette accumulation militaire s’est faite entièrement dans le dos du peuple américain sans aucun débat public.

Les gisements importants de minerais de l’Afrique de l’Ouest, tels que l’uranium, le fer, l’or et les diamants, ainsi que de vastes réserves de pétrole et de gaz que les sociétés américaines et françaises cherchent à extraire pour en tirer d’amples profits, sont le vrai fondement des prérogatives stratégiques des forces militaires américaines et françaises dispersées dans la région.

Entrant dans la course, l’Allemagne a annoncé à la fin de l’année dernière son projet de construction d’une base aérienne à Niamey pour soutenir ses troupes en service au sein de la MINUSMA, la mission de l’ONU au Mali voisin. Les 10 000 soldats de l’ONU sont constitués de divers contingents de troupes de plusieurs pays occidentaux, notamment les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, la Suède et l’Italie.

AFRICOM, le commandement militaire américain supervisant les opérations à travers le vaste continent africain, a établi une base à Niamey, au Niger, et maintient 800 soldats des opérations spéciales dans le pays. À la base de Niamey, le personnel de l’Air Force gère un programme de surveillance des drones capable de mener des missions de reconnaissance au Niger, au Mali, au Nigeria et en Libye. Basés également à Niamy, il y a plusieurs drones MQ-9 Reaper armés de missiles Hellfire, utilisés par les États-Unis pour leur programme d’assassinats. La construction d’une base à Agadez, une ville dans le centre du Niger, permettra d’élargir les capacités du programme de drones, permettant des missions plus éloignées.

Pour la seule année 2016, Washington a dépensé 156 millions de dollars pour former les forces tchadiennes, nigériennes et nigérianes à l’offensive menée par les États-Unis contre Boko Haram, au nord du Nigeria….

La création de bases américaines, françaises et allemandes à travers la région et notamment au Niger, au Mali, au Cameroun et au Tchad, correspond aux placements des opérations minières, des installations d’extraction pétrolière et des oléoducs, ce qui démontre que leur rôle est d’exercer un contrôle territorial sur ces ressources stratégiques. Ils cherchent également à utiliser leur puissance militaire pour compenser l’entrée de la Chine dans la région. Celle-ci a conclu en 2012 des accords avec les gouvernements nigérien, tchadien, et camerounais pour exporter le pétrole de la raffinerie de Zinder au Niger gérée par la Société pétrolière nationale de Chine (CNPC), en utilisant l’oléoduc du Tchad au Cameroun construit par Exxon-Mobil…

## *Le pétrole iranien*

Téhéran a surmonté la période la plus difficile des sanctions internationales, avant tout pétrolières, et est parvenu en peu de temps à rétablir sa position sur le marché mondial du pétrole. Grâce à la politique du président iranien Rohani, élu en 2013, l’Iran a réalisé des progrès notables, notamment à l’issue des négociations sur son programme nucléaire qui avaient débouché sur le Plan global d’action conjoint (JCPOA).

Rappelons qu’il s’agit de l’accord signé à Vienne, en Autriche, le 14 juillet 2015, par les huit parties suivantes: les pays du P5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies: les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et l’Allemagne), ainsi que l’Union européenne et la République islamique d’Iran.

## **F. Calendrier électoral**

Les onze PECO adhérés à l’UE : élections européennes le 25.5.2019

Croatie : présidentielle en 2018 et législative 2020 (?)

Estonie: législative en 2019 et présidentielle 2021

Lituanie: présidentielle en 2019 et législative 2020

Lettonie: législative en 2019

Pologne: municipale 2018, présidentielle 2020 et législative 2019

Hongrie: législative 2018 et municipale 2019

Slovaquie: municipale 2018, législative 2020 et présidentielle 2018

Rép. tchèque: législative 2021, sénatoriale 2018 et présidentielle 2018

Slovénie: présidentielle 2018 et législative été 2018

Roumanie : législative 2020, locale 2020 et présidentielle 2018

Bulgarie : présidentielle novembre 2019 ?, législative 2021 et locale 2017 ?

Autres PECO

Albanie : présidentielle en 2022 et législative 2021 et municipale 2018

Bosnie-Herzégovine : municipales 2020, présidentielle 2018 et législative en 2018

Macédoine : législative 2020, municipale 2022 et présidentielle 2019,

Monténégro: présidentielle 2018 et législatives 2020

Kosovo : locale 2022, présidentielle 2021 et législatives 2021

Serbie: présidentielle 2022, législative 2020 et communale 2018

Bélarus : locale en 2018, législative 2020 et présidentielle 2020

Ukraine : municipale 2019, présidentielle 2019 (?) et législative 2019

République moldave : municipale 2019, législative fin 2018 (?) et présidentielle 2020 Transnistrie : législative 2020

Turquie et pays de la Caucasie méridionale:

Turquie : législative 2018 (?) et présidentielle 2020 (?) et municipale 2018

Arménie : municipale 2019, législative en 2017 et présidentielle 2018

Géorgie : législative en 2020, municipale 2018 et présidentielle 2018

Azerbaïdjan : municipale 2018 (?), législative 2020 et présidentielle 2018

Iran : législative (le Parlement ; tous les 4 ans) en 2020 et Assemblée des experts en 2024 (tous les 8 ans) ainsi que présidentielle (tous les 4 ans et donc en 2021).

* Le Parlement appelé Majles représente le corps législatif et comporte 290 sièges et est présidé par Ali Larijani dont le frère est le responsable du système judiciaire nommé par le Guide.
* L'Assemblée des experts est composée de 86 membres religieux élus pour 8 ans au suffrage universel direct. Elle élit et révoque le Guide de la révolution et détient le pouvoir, en principe, de le démettre de ses fonctions, Jusqu’ici elle n’a pas été sollicitée dans ce rôle.
* Le Guide de la révolution est le plus haut responsable politique et religieux. Il est aussi appelé Gardien de la jurisprudence, une dénomination dérivée du concept de velāyat-e faqih qui consacre une certaine prédominance du religieux sur la politique. Il désigne le responsable du système judiciaire qui est à présent Sadegh Larijani et dont le frère est le président du parlement. Ali Akbar Velayati est le conseiller diplomatique du Guide.
* Le Président de la République islamique d'Iran a un rôle important dans les institutions politiques du pays, bien que n'étant pas le véritable chef de l'État. À l'origine, le poste était plutôt honorifique, selon la Constitution de la République islamique, suivant la chute du shah, en 1979. La présidence de la République est devenue un poste de plus en plus important, surtout depuis 1989.
* Le Conseil des gardiens de la Constitution est composé de 12 membres désignés pour six ans : 6 religieux (clercs) par le Guide et 6 juristes (généralement aussi des clercs) élus par le Parlement sur proposition du pouvoir judiciaire (dépendant du Guide). D’une part, le Conseil des gardiens contrôle la validité des candidatures aux élections au Parlement et à l’Assemblée des experts.
* D’autre part, sa principale fonction est de veiller à la compatibilité des lois à la Constitution et à l'islam. Ce dernier aspect - compatibilité avec l'islam - est exclusivement assuré par les 6 membres religieux, l'autre étant exercé par les 12 membres collégialement. Toutes les lois votées par l'Assemblée doivent obtenir l'approbation du Conseil des gardiens. Toutefois, si ce dernier conclut à une incompatibilité (avec l'islam ou avec la Constitution), il ne peut, de lui-même, procéder à une annulation. C’est le Conseil de Discernement de l’intérêt supérieur qui intervient dans ce cas (voir ci-après).
* Le Conseil de Discernement de l’intérêt supérieur est composé des chefs des trois pouvoirs (législatifs, judiciaires et exécutif, c’est-à-dire le président de la République), des six clercs du Conseil des Gardiens, du ministre concerné par l'ordre du jour auxquels s'ajoutent 25 membres désignés par le Guide suprême.
* Le Conseil suprême de la sécurité nationale iranien dont le secrétaire général est l’amiral Ali Shamkhani.

Asie centrale :

Kazakhstan : présidentielle 2020 et législative en 2020

Ouzbékistan : présidentielle 2023

Turkménistan : législative en décembre 2018 et présidentielle (tous les 7 ans) en 2024

Kirghizstan : législative 2021 et présidentielle en 2023

Tadjikistan : législative & locale 2019 et présidentielle 2020

Afghanistan : législative & régionale en octobre 2017 (?) et présidentielle 2018

Mongolie : législative 2020 et présidentielle juin 2021

## **H. Publications récentes**

Concernant la Russie, l’UE, les EUA, le Japon, l’Inde, la Chine ou leur « étranger proche »

BOWRING, [Philip](http://www.nybooks.com/contributors/philip-bowring/), Indonesia & China: The Sea Between, in: *NYRB*, September 13, 2017; **un article remarquable pour rappeler que les EUA n’ont jamais ratifié la** [**Convention des Nations unies sur le droit de la mer**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_des_Nations_unies_sur_le_droit_de_la_mer)**[[6]](#footnote-6) et que leurs interventionnismes manquent totalement de fondement juridique et de légitimité, notamment dans l’Océan de la Chine du Sud.**

BOWRING, [Philip](http://www.nybooks.com/contributors/philip-bowring/), China’s Silk Road Illusions, in: *NYRB*, Oktober 25, 2017; **une mise en question de la Politique étrangère des dirigeants actuels de la Chine.**

DUCHÂTEL, Mathieu, *Géopolitique de la Chine*, *PUF-Que sais-je ?*, Paris, 2017 ; **un travail de synthèse fort convenable, très lisible et peu teinté d’agressivité à l’égard de la Chine. l’A. tient même compte d’évenements survenus en 2017.**

DETROY, Florent, Un atout géopolitique pour la Russie, in: *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

WESTAD, Odd Arne, *Restless Empire. China and the World since 1750*, The Bodley Head, London, 2012; **du point de vue des EUA en tant qu’« impérialiste légitime », il s’agit d’une excellente analyse des relations extérieures de la Chine.**

# In the East Asian powder keg, only politics can do the trick, by Francesco Sisci and Father Francesco Strazzari, in: *LIMES*, 21/04/2017.

HELLENDORFF, Bruno*,* Négocier avec la Corée du Nord: de l’opportunité d’un traité sur les missiles, *GRIP*, 13 Octobre 2017. november 20.

HÖLZER, Jannes, M., *Vergaberecht im Verteidigungs- und Sicherheitsbereich der Europäischen Union*, Mohr Siebeck, 2017, Tübingen.

JORDÁN, Gyula, *Kína XX. századi történéte. Válogatott tanulmányok*, L’Harmattan, Budapest, 2016; **l’ouvrage en langue hongroise contient un bon nombre d’articles de fond sur certains aspects de la Chine du 20e siècle**.

COTTRELL, Robert, Russia’s Gay Demons, in: *NYRB*, [DECEMBER 7, 2017 ISSUE](http://www.nybooks.com/issues/2017/12/07/).

Concernant la Turquie

SANDERS, Luk, De positionering van Turkije Status quaestionis van een “islamitische bondgenoot” binnen de NAV, *Institut royal supérieur de défense-Publication-e-Note-24*, 27 novembre 2017; **une mise au point excellente de la situation actuelle de la Turquie face à l’OTAN.**

GÉHIN, Léo, [*L’armée turque après le putsch: outil éreinté au service de la politique étrangère d’un régime consolidé*](http://grip.us5.list-manage.com/track/click?u=12ed64bab6be933a879cb8f77&id=2045cd38ff&e=d851347132), **Note d'Analyse du GRIP**- 3 octobre 2017; résumé de l’A. : L’armée turque a subi la tentative de coup d’État de juillet 2016 et ses suites de plein fouet: secouée par des vagues de purges parmi ses cadres, privée de son indépendance par sa soumission au gouvernement civil, elle doit cependant maintenir des engagements cruciaux à l’intérieur et à l’extérieur du pays tout en s’adaptant à la posture internationale de plus en plus clivante qu’entend tenir le président Erdogan. Ainsi, l’outil militaire d’une politique étrangère de plus en plus vindicative ressort au contraire éreinté du processus de consolidation du pouvoir post-coup. Observant des déficits dans des secteurs essentiels à ses missions actuelles, comme les capacités aériennes et la planification stratégique, l’armée voit également la pérennité de son professionnalisme menacé par une baisse des exigences de recrutement et de formation et leur basculement vers des critères de loyauté politique plutôt que d’excellence militaire.

FINN, Daniel, Erdoğan’s Cesspit, in: *New left Review*, Sept-Oct 2017.

GUNES, Cengiz, Turkey’s New Left, in: *New left Review*, Sept-Oct 2017.

**Ces deux articles contribuent sérieusement à la compréhension de la situation en Turquie. Entre autres, ils mettent en évidence la complicité des autorités européennes et américaines avec la stratégies d’Erdoğan.**

Concernant les PECO

DESCAMPS, Philippe, Souveraineté économique limitée. Désenchantement européen en Slovaquie, in: *Le Monde diplomatique*, septembre 2017[;](http://www.monde-diplomatique.fr/2017/09/) Résumé de l’A. : « Située au centre de l’Europe géographique, la Slovaquie joue les bons élèves de la zone euro. Mais la grève des ouvriers de Volkswagen révèle une forte frustration vis-à-vis de la division internationale du travail établie à Bruxelles et à Francfort. Plus on pénètre à l’intérieur du pays, plus l’ampleur des disparités maintient la population en lisière d’un Occident désacralisé. » **J’ajouterai que, d’après l’A., les grêves réussissent en Slovaquie.** Voir « Victoire ouvrière chez Volkswagen**,** in: *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

*Zeit-Fragen*, Ukraine als Spielball des USA, 29.8.2017; **dans un entretien, Willy Wimmes, ancien secrétaire d’Etat de la RFA, souligne que « ce que les EUA font en Ukraine s’oppose à l’esprit et au texte du traité instituant l’OTAN ».**

WERQUIN, Laetitia, Quelle mémoire pour l’Europe de l’Est, in : *Signes des temps*, Septembre-Octobre 2017 ; **un beau texte sur le « refoulement de mémoires » ; c’est dommage que l’A. confond l’Europe du centre avec l’Europe de l’Est.**

Concernant l’Asie centrale, le Pakistan ou l’Inde

FOUCHèRE, Arthur, Les « routes de la soie » passent par le Kazakhstan, in: *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

Concernant l’Iran et les pays arabes

DELMOTTE, Paul, *Tempêtes sur la péninsule arabique*, Hors série du Sentier de la Paix, 2017 ; **il s’agit d’une étude excellente et pédagogique de cette péninsule et plus particulièrement de la situation yéménite !**

Concernant la Caucasie méditerranée

Concernant des articles géoéconomiques

CYRAN, Olivier, L’enfer du miracle allemand, in: *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

Etudes ou notes géopolitiquement significatives à mon point du vue

KHANNA, Parag, *Connectography. Mapping the Future of Global Civilisation*, Random House, New York, 2016.

PUSCAS, Ioana,  Améliorer les capacités naturelles du corps humain. La quête du soldat

augmenté, in: *Le Monde diplomatique*, septembre 2017; Résumé de l’A.: La course aux armements se diversifie. En plus des équipements conventionnels et nucléaires, constamment renouvelés et perfectionnés, les automates de combat connaissent un développement fulgurant. Mais les machines ne sont pas tout. Dans les coulisses, les chercheurs travaillent à augmenter les performances du soldat humain, trop humain, et donc trop faible aux yeux des états-majors. À quel prix ?

JACQMIN, Denis, Le remplacement des F-16 belges. Processus et enjeux, in : *Les rapports du GRIP*, 2017/6 ; **comme les autres, cette étude du GRIP s’avère aussi fort éclairante.**

SIZAIRE, Vincent, Nihilisme et radicalisation, in: *Le Monde diplomatique*, octobre 2017 ; **il s’agit d’un compte-rendu d’ouvrages variés traitant du terrorisme/djihad.**

ZAJEC, Olivier, Le piège de Thucydide, in: *Le Monde diplomatique*, octobre 2017 ; **il s’agit d’un compte-rendu d’ouvrages variés ayant trait aux décisions de lancer de guerres et notamment, ceux publiés par Graham Allison.**

## [Transports et infrastructures](https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2017-3.htm). Développement, désenclavement, puissance, in : [La Revue internationale et stratégique](http://stats.iris-france.eu/c6.php?ec=2&l=f4yAsYOziGtpj5Vl&i=ZGRnlmScZ2tk&t=ZA&e=oWKYxaLHoKpglsqepNGkptCtznGoxp+j2dqWoKVixcc&u=m6iq1GqSYK6qp5ObosulZMimxp+WyGGj1stkp6yWz8uWlarNn9GkZqWZ2F+ek2Juj5XapaLQoZmRlmVobmM&v=8), dont le contenu est résumé par les questions qui suivent : Quelles dynamiques régissent les flux de transports internationaux et quels peuvent en être les développements futurs ? Quels sont les enjeux propres aux différents modes de transport et à la construction des infrastructures qui leur sont liées ? Quelles sont les menaces qui pèsent sur le transport international ?Catalyseur du processus de mondialisation, les infrastructures de transport soulèvent de nombreuses questions économiques, politiques et stratégiques. Car malgré la progression du libre-échange et l’emprise progressive du secteur privé, leur construction demeure le domaine privilégié des États. Au-delà, les infrastructures représentent un terrain d’affrontement géopolitique et constituent par là même un véritable enjeu de relations internationales. Cette question trouve une actualité et une acuité dans ce qui pourrait être caractérisé comme une forme de transition de puissance entre les États-Unis et la Chine. Présentes à tous les niveaux des territoires, les infrastructures offrent, enfin, une lecture pertinente des jeux d’acteurs, de la question de leur financement jusqu’à celle de l’acceptation sociale de leur réalisation.

NOVOSSELOFF, Alexandra & Frank NEISS, *Des murs entre les hommes*, Préface de Michel Foucher, La Documentation Française, Paris, 2017 ; **un ouvrage de textes et de photos d’excellente qualité sur les mures, les clôtures, les barbelés, etc. dans le monde**.

## **Annexes: textes, extraits et articles complets**

1. *Quelles perspectives pour la Crimée?*, Par Catherine Iffly, in: P*olitique étrangère*, 2:2017 (extraits)

**L’article qui suit est une analyse intéressante, même s’il néglige quasi totalement le rôle des EUA en Ukraine depuis quinze ans.**

…Dix-huit sites militaires en travaux ont été recensés dans la péninsule :

nouveaux sites ou anciennes bases de l’époque soviétique remises en état –

bases navales, stations radars et bases aériennes… La présence militaire

est devenue très visible, à commencer par les navires de guerre croisant

non loin des baigneurs sur les côtes du Sud. Autre exemple : les grandes

manoeuvres de septembre 2016, véritables démonstrations de force de la

marine, de l’aviation et des forces aéroportées russes sur la presqu’île, qui

faisaient suite à celles de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord

(OTAN) de juin dernier en Pologne – l’opération Anaconda.

Les intérêts stratégiques de la Russie (bouclage du territoire, militarisation

renforcée) paraissent contredire le développement économique et

social de la péninsule. Le pont qui reliera la Crimée au Caucase –qui devrait

réduire les problèmes d’acheminement des matières premières et des biens–

ne résoudra sans doute pas cette contradiction. L’embargo russe sur les

produits alimentaires ukrainiens, au nom de la sécurité nationale et de la

défense de l’Union douanière, pèse sur l’économie de la presqu’île ; ses

effets sont aggravés par l’embargo ukrainien sur les biens et services…

…Perspectives

On peut tenter de comprendre la crise ukrainienne en la replaçant dans le

système international au sein duquel s’insèrent les relations russo-ukrainiennes

depuis la chute du mur de Berlin, et en analysant les sources récentes de tensions entre la Russie et l’UE. On peut aussi mettre l’accent sur l’articulation entre politique extérieure et politique intérieure russes: l’annexion de la Crimée et l’intervention en Ukraine ont haussé la popularité de Vladimir Poutine dans son pays et servent sa stratégie politique en vue d’une réélection en 2018.

Une crise économique était inévitable en Russie, avant même la crise ukrainienne : « Vladimir Poutine a brillamment déplacé l’attention de l’opinion vers un domaine où il apparaissait plus à son avantage26. » Pour le président, les gains politiques de l’annexion sont certains. Pour autant, ce « calcul » a-t-il été la raison principale de la saisie de la Crimée, ou est-il venu renforcer les autres éléments qui l’ont motivée ? L’intervention russe peut être vue sous l’angle de la logique de la décision : était-elle prévisible ?

Le Kremlin envisageait-il depuis un certain temps déjà de s’approprier la Crimée, et les circonstances qui ont précédé l’intervention militaire n’ont-elles constitué que l’occasion attendue ? Ou l’annexion a-t-elle été un artefact imprévisible de la crise ukrainienne et de la fluidité de la situation, une opportunité inattendue ? La réponse à ces différentes interrogations conditionne en partie les voies

envisageables pour une sortie du conflit russo-ukrainien.

Se pose enfin la question : quels avantages géopolitiques la Russie tire-t-elle de la Crimée ? L’accès aux « mers chaudes » est une préoccupation primordiale de la Russie –qui avait obtenu en 2010 la prolongation jusqu’en 2042, voire 2047, de son bail pour la base de Sébastopol. Le développement de nouveaux équipements militaires à Sébastopol n’est plus soumis à aucune des limitations prévues dans les accords russo-ukrainiens. En outre, ce n’est plus seulement Sébastopol, on l’a dit, mais toute la Crimée qui est incluse dans le système de défense russe– ce qui rend plus complexe la situation à l’avenir.

Ainsi, des systèmes antiaériens S-400 de dernière génération (missiles sol-air de longue et moyenne portées) ont été installés à Feodossia à l’est de la Crimée. Ce déploiement –tout comme la remilitarisation de Kaliningrad– répondant, selon le Kremlin, à la mise en place des défenses antimissiles américaines en Europe centrale. En second lieu, les ressources en hydrocarbures de cette région constituent sans doute un enjeu important pour Moscou, moins pour ellesmêmes

que pour leur poids dans les jeux de pouvoir avec Kiev. Celle-ci cherchait à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou.

Cette stratégie reposait d’une part sur un plan en faveur des énergies renouvelables (incluant la mise en service en 2011 de la centrale photovoltaïque

de Perovo en Crimée, alors la plus puissante au monde avec ses 105 mégawatts). Surtout, pour réduire cette dépendance, le gouvernement

ukrainien avait conclu en 2013 deux accords d’exploration et de partage de production de gaz de schiste avec de grandes compagnies pétrolières (notamment le groupe Shell pour le gisement de Iouzivska dans l’est de l’Ukraine).

Il avait engagé des pourparlers pour développer le gisement offshore de Skifska, au sud-ouest de Sébastopol. Le bassin de la Crimée était considéré comme une région très prometteuse pour les réserves offshore conventionnelles de gaz et de pétrole. Le gouvernement ukrainien espérait parvenir à l’autonomie énergétique d’ici 2020. Tout autant que l’accord d’association entre l’Ukraine et l’UE, ces contrats menaçaient d’éloigner l’Ukraine de la sphère d’influence de la Russie.

L’annexion de la Crimée et la guerre du Donbass ont coupé court à ces projets.

Un dernier élément doit être évoqué : l’exploitation du détroit de Kertch,

qui relie la mer d’Azov et la mer Noire, est décisive pour les ports russes et

ukrainiens de la mer d’Azov. Ce qui rend le contrôle de la région de Kertch

stratégique. L’Union européenne et d’autres pays ont pris des sanctions contre la Russie et ne reconnaissent pas l’annexion de la péninsule ukrainienne. Mais, en même temps, la Crimée dérange, on en parle peu dans les médias européens.

Pourtant, avec son annexion et la guerre dans le Donbass, il faudra bien sortir du statu quo – non par le bas, avec l’illusoire projet d’une fédéralisation ukrainienne, mais par le haut : ce qui suppose de repenser les relations UE/ Russie, dans un sens plus équilibré, tout en restant ferme sur les valeurs. En ce domaine, les intérêts des États européens ne coïncident pas nécessairement avec ceux des États-Unis et l’UE et l’OTAN peuvent avoir des vues différentes. Compte tenu du « cliquetis des sabres » agités par l’OTAN et par la Russie en Europe orientale –pour reprendre le mot de Frank-Walter Steinmeier en juin 2016, alors ministre allemand des Affaires étrangères–et de l’escalade militaire actuelle, tout paraît s’opposer à une évolution favorable de la situation en Crimée et à la recherche d’un compromis acceptable à la fois pour l’Ukraine et la Russie. La relance du projet d’une défense commune aux États européens souhaitant renforcer leur coopération militaire et sécuritaire devrait être une priorité.

Il est possible que la situation en Crimée reste figée sous la présidence de Vladimir Poutine. Mais les dirigeants de l’UE, en particulier français et allemands, pourraient mettre à profit les prochaines années pour faire évoluer la configuration internationale actuelle et favoriser l’émergence de nouveaux paradigmes de politique étrangère.

En des temps de montée des enchères militaires, et de nécessaires sanctions

économiques, le renforcement du dialogue à haut niveau est plus que jamais indispensable pour rattraper le déficit de communication des dernières années entre l’UE et la Russie sur le Partenariat oriental, et les échanges humains et culturels entre sociétés civiles russe et européenne devraient être développés davantage. Quant aux relations bilatérales entre les peuples russe et ukrainien, il faudra beaucoup de temps pour surmonter les séquelles et ressentiments nés de la situation actuelle. Sans doute faut-il commencer dès à présent à susciter des initiatives dans le sens d’un rapprochement.

1. *DORFMAN, Ariel, Nuclear Apocalypse Now?*, in: NYRB, September 22, 2017.

Seventy-two years ago, the United States launched a pre-emptive nuclear strike against a hated faraway Asian nation. The bombing of Hiroshima on August 6, 1945, which killed some 146,000 men, women, and children—and the subsequent devastation of Nagasaki, a few days later—opened a new era for humanity. Not one of hope or progress, but of the very real possibility of annihilation of most life on Earth. That such an immeasurable catastrophe has not befallen us, despite so many nations’ being armed with weapons of mass destruction, was because deterrence worked. Every actor in this dance of death understood that mutually assured destruction made the use of nuclear weapons unconscionable and, yes, MAD. Though the theory of deterrence was tested several times—almost to destruction during the 1962 Cuban missile crisis—we have managed to remain safe so far.

Until now. For today, we seem to be edging—if not rushing—toward a clash between two belligerent nations: the most powerful on the planet, the United States, and North Korea, whose leader sees nuclear weaponry and the development of long-range missiles as crucial to the survival of his constantly menaced country and his rule over it. Kim Jong-un’s grandiose warnings of an attack on the American mainland have been met by Donald Trump’s promise to unleash “fire and fury like the world has never seen.” At the United Nations this week, the president ratcheted up the tension by threatening to “totally destroy North Korea,” and taunting its leader, saying, “Rocket Man is on a suicide mission for himself.” Kim Jong-un answered with his own insults, calling the US president “a frightened dog,” “a mentally deranged US dotard,” and “a rogue and a gangster fond of playing with fire,” and promising the “highest level of hard-line countermeasure in history.”

But there was another, more telling aspect of Trump’s UN speech. This most thoughtless and impetuous of American presidents also called the possibility of nuclear conflict “unthinkable.” On the contrary, we must think about it. And crucial to any understanding of the moral import of the possible use of nuclear weapons is to go back to the foundational moment of this nuclear age and ask again: Were Hiroshima and Nagasaki war crimes? We have no way of knowing what the people of North Korea would make of that question, any more than we know what their views are about their leader’s avowed willingness to order a nuclear first strike. After all, the citizens of the so-called Democratic Republic are closeted in a “dense fog” created by Kim Jong-un’s father, Kim Jong-il, “to prevent our enemies from learning anything about us.”

We do, on the other hand, know something about what Americans think. Two years ago, a Pew Research poll found that 56 percent of American respondents regarded the bombing of Hiroshima as justified, a clear majority, though significantly down from the 85 percent who felt that way in 1945. There is still much controversy around the issue. The traditional justification for the attack was that it was the only way to force the Japanese High Command to surrender immediately, and to avoid a long and costly invasion of island after island that would have led to countless American and Allied casualties. But subsequent historical research has revealed that Japan capitulated out of fear that the Soviet Union would land forces on the Japanese mainland and occupy half the country. The findings of historians Gar Alperovitz, Murray Sayle, and Tsuyoshi Hasegawa, among others, refute the conventional wisdom that the first nuclear attack in history was an absolute necessity.

Yet the myth persists. The question is: To what extent does Americans’ belief in the rightness of President Truman’s fateful decision in 1945 provide moral support for the brimstone rhetoric of nuclear conflagration that President Trump is deploying today? Polling may provide only a partial answer to that, but it is suggestive. In May, a [Zogby Analytics](http://www.washingtonexaminer.com/poll-majority-back-preemptive-strike-on-north-korea-nukes/article/2621980) survey found that 52 percent of respondents would support a pre-emptive military strike against North Korea’s WMD program (though a nuclear strike was not specified in the poll question). Another, more [recent study suggested](https://urldefense.proofpoint.com/v2/url?u=https-3A__www.usnews.com_opinion_thomas-2Djefferson-2Dstreet_articles_2017-2D08-2D11_would-2Damerica-2Dcare-2Dif-2Dtrump-2Dnuked-2Dnorth-2Dkorea&d=DwMGaQ&c=imBPVzF25OnBgGmVOlcsiEgHoG1i6YHLR0Sj_gZ4adc&r=Bh_iEtjJmcn6KE7-fEGnZdo872pmkpDc9to78bqxK2Y&m=YcPVO2ca9-ZLVNemzaAhA2Acq8gaGl9raQPdZ3e0ChE&s=ONAM9XbqodnBXwd3oF0bJ9vyP3vWXxYqPgJ6u0axurc&e=) that American public approval of a nuclear first strike could be as high as 60 percent if such an attack would save thousands of US soldiers’ lives, even at the price of millions of civilian casualties in the enemy country. Sound familiar?

This week’s trade in brawling insults between Trump and Kim has eroded the comforting notion that such scenarios are purely hypothetical. Trump’s threat to “totally destroy” North Korea should encourage the American people to ask whether they would countenance another nuclear first strike to be launched in their name. If a majority still believes, mistakenly, that the cataclysmic blasts that ravaged Hiroshima and Nagasaki in 1945 were a necessary evil, at a time when the United States was the world’s sole nuclear-armed power, what can persuade our fellow citizens that striking a pariah nation with a nuclear arsenal in 2017 would not also be a necessary evil?

To debate these issues is an urgent intellectual task, a national conversation that should be taking place in every home, school and workplace. John Hersey’s reporting for [*The New Yorker*](https://www.newyorker.com/magazine/1946/08/31/hiroshima) in “Hiroshima” shocked many in 1946, but over the decades America has largely escaped thinking too deeply about its responsibility for the devastation and suffering of Hiroshima and Nagasaki: the burnt bodies, the radiated air, the screams amid the rubble. The power of the US nuclear force today is thousands of times greater than it was in 1945; the ruin it might inflict on the people of North Korea unimaginably worse.

Debating whether Hiroshima was a war crime is, at this moment, anything but an academic exercise. America’s presumed innocence is not benign. It allows an ignorant and bellicose president to open the door not just to the Kim regime’s destruction, but to a possible act of collective suicide on a global scale. If Trump nukes North Korea, what will China do? And Russia? In 1888, the philosopher Frederick Nietzsche predicted the coming of “wars the like of which have never been seen on earth before.” It seems unlikely that Trump was recalling Ecce Homo when he echoed Nietzsche’s phrase with his promise of “fire and fury like the world has never seen,” but he should consider the warning of Albert Einstein, four years after the bombing of Hiroshima and Nagasaki: “I know not with what weapons World War III will be fought, but World War IV will be fought with sticks and stones.”

If this president is seriously considering the first nuclear attack in more than seven decades of uneasy atomic peace, it won’t matter this time whether we call it a war crime. It would be an apocalypse that might leave no one to claim they were innocent.

*An earlier version of this essay misstated the year of the Cuban Missile Crisis. It was 1962, not 1963.*

1. *Guerre en Syrie: les Balkans, fournisseurs d’armes des Etats-Unis*, Par Lawrence Marzouk et Ivan Angelovski, in: *Le Bulletin du Courrier des Balkans n°1340* (extraits)

Les journalistes de *BIRN* et de l’*OCCRP* ont enquêté sur le rôle des pays des Balkans dans le trafic d’armes organisé par le Pentagone vers la Syrie. Les ports de Constanța en Roumanie et de Bourgas en Bulgarie sont les points de départ de la route de la Mer noire, et les entreprises d’armement de la région ont vu leur production exploser.

Dans le port grouillant de Bourgas, en Bulgarie, rien ne distingue des autres les dizaines de conteneurs métalliques délicatement enlevés par une grue pour être chargés sur le MV Norfolk, à part un petit signal orange « explosif » indiquant qu’il ne s’agit pas là d’un chargement ordinaire. Ce porte-conteneurs est un cargo commercial affrété par le Commandement des forces spéciales du Pentagone (SOCOM) pour transporter 1600 tonnes de munitions vers les pays voisins de la Syrie — la Turquie et la Jordanie — et de là, très certainement, vers les rebelles syriens soutenus par les États-Unis pour combattre l’État islamique.

Cette cargaison est la quatrième de la sorte en moins de douze mois. Ainsi, quelque 6300 tonnes d’armes et de munitions des pays de l’Est ont été acheminé à partir des ports de Constanța en Roumanie et de Bourgas en Bulgarie vers les ports militaires d’Aqaba en Jordanie et d’Agalar en Turquie, selon les documents d’achats, de route et les deux listes des cargos obtenus par *BIRN* et l’*OCCRP*. Depuis mars 2016, rien qu’un seul de ces cargos a transporté treize millions de cartouches, 35 000 obus et 6000 armes.

Au mois de mai 2017, la dernière date des données disponibles, le SOCOM avait acheté pour 238,5 millions de dollars d’armes et de munitions en provenance de Bulgarie, de Bosnie-Herzégovine, de République tchèque, du Kazakhstan, de Pologne, de Roumanie, de Serbie et d’Ukraine, selon l’analyse des milliers de commandes. Avant le début de ce programme, les achats d’armes dans les pays de l’Est étaient négligeables.

Ce transport d’armes fait partie de la plus grosse commande d’armes de type soviétique jamais faite par le Pentagone, qui arme les rebelles syriens pour combattre l’État islamique. Ce grand montage commercial repose sur une myriade d’entreprises et de sous-traitants allant de grandes manufactures d’armes bien connues à des entreprises liées au crime organisé…

La route de la Mer noire n’est pas la seule qu’utilise le Pentagone pour transporter armes et munitions vers la Turquie et la Jordanie, et de là vers les rebelles syriens. Les bases américaines de l’aéroport militaire Mihail Kogălniceanu près de Constanța, en Roumanie, et de celui de Ramstein, en Allemagne, sont aussi des centres névralgiques pour la livraison d’armes, selon la correspondance interne du Pentagone et un contractant qui ont parlé sous couvert d’anonymat…

Les gouvernements de Roumanie et d’Allemagne ont déclaré à *BIRN* et l’*OCCRP* qu’ils n’avaient pas conscience de leur rôle dans la chaîne d’approvisionnement des rebelles syriens en armes. En 2016, le Pentagone a d’ailleurs fini par ordonner aux entreprises d’arrêter de livrer des armes aux bases militaires en Allemagne à cause de l’inquiétude croissante des autorités allemandes. Les gouvernements tchèque, bosnien et serbe ont confirmé avoir accordé des licences d’exportations pour les États-Unis, pas pour la Syrie.

Ce programme du Pentagone de 2,2 milliards de dollars a donné un sérieux coup de fouet aux fabricants d’armes des pays d’Europe centrale et orientale. WMZ Sopot, une manufacture d’État bulgare et l’un des principaux fournisseurs de Picatinny, a annoncé en 2016 qu’elle avait l’intention d’embaucher 1000 nouveaux employés, alors qu’elle avait déjà recruté 500 personnes trois mois auparavant. Mais l’offre n’arrive pas à satisfaire la demande et le Pentagone, dont la Roumanie et la Bulgarie sont les traditionnels partenaires pour les « armes et munitions non-standard », a dû se tourner vers les marchés serbe, bosnien, croate, tchèque, géorgien, ukrainien, polonais, kazakh et même afghan pour satisfaire la demande.

Les usines d’armement de Serbie, comme la Krušik holding korporacija, à Valjevo, ont ainsi augmenté leur production d’une manière spectaculaire. L’an dernier, Aleksandar Vučić, alors Premier ministre, s’était vanté que la Serbie pouvait multiplier sa production d’armes par cinq sans toutefois réussir à satisfaire la demande. Cette pénurie de l’offre a donc obligé le Pentagone à abaisser ses standards de qualité pour les armes et munitions qu’il achète. Jusqu’à maintenant les fournisseurs devaient s’assurer que le matériel n’était pas vieux de plus de cinq ans, mais depuis février 2017, le Pentagone a abandonné cette obligation pour certains types d’armes et munitions.

En fournissant des armes aux rebelles syriens, le Pentagone a utilisé des documents truqués qui exploitent un vide dans la réglementation censée empêcher que les armes ne tombent aux mains de terroristes, groupes sous embargo et criminels de guerre…

\* \* \*

Ailleurs, on indique aussi que, depuis des décennies, les amateurs de soleil se prélassent sur les plages de l’île croate de Krk. Mais plus d’une douzaine fois cette année, les vacanciers ont été surpris par le passage d’énormes avions cargo. Depuis avril, les compagnies low cost qui desservent Rijeka partagent de fait la piste d’atterrissage voisine avec des engins non identifiés, comme des Iliouchine-76.

Selon l’enquête de *Balkan Insight*, ces apparitions semblent être la conséquence du changement de vol d’avions militaires utilisés par le Pentagone. Ces derniers décollaient jusqu’à présent d’Allemagne. Depuis le début du conflit en Syrie, les armes produites dans les Balkans sont largement utilisées sur les théâtres d’opérations du Moyen-Orient. Pourtant, dans la chaos de la guerre syrienne, impossible de savoir avec certitude dans quelles mains elles finissent.

Ce n’est pas première fois que Zagreb se révèle être un partenaire utile pour les efforts américains en Syrie. La Croatie était l’un des premiers pays à avoir fourni des armes aux rebelles syriens. Durant l’hiver 2012, des douzaines d’avions avaient livré en Jordanie des équipements de fabrication yougoslave. Peu après, celles-ci [avaient été identifiées](https://www.occrp.org/en/makingakilling/croatia-sells-record-number-of-arms-to-saudi-arabia-in-2016/) sur des vidéos en provenance de Syrie.

1. [*Costa Gavras: I will make a film based on Adults in the Room*](https://www.yanisvaroufakis.eu/2017/10/10/costa-gavras-i-will-make-a-film-based-on-adults-in-the-room/)*,* by Webmaster Costa Gavras, 9th October 2017

## Costa Gavras, whose films shaped the conscience of the internationalist struggle for democracy everywhere, yesterday issued the following statement – in the context of the launch of the Greek edition of my [Adults in the Room](https://www.yanisvaroufakis.eu/books/adults-in-the-room/). Needless to say I am chuffed and deeply grateful**.** When the crisis began, the tragedy that the Greek people are still living through, I began to gather material and information in an attempt to make sense of the reasons and the people – published, filmic and oral. However, what I was missing were the goings on behind the closed doors, where the representatives of the European Union and the Greek people met.

On 16th July 2015, just after his resignation, I sent a text message to Yanis Varoufakis, whom I did not know personally. In that message I wrote: “Reading your [interview in the New Statesman](https://www.newstatesman.com/world-affairs/2015/07/exclusive-yanis-varoufakis-opens-about-his-five-month-battle-save-greece), I believe I found what I have been looking for a long time: the subject for a film, a piece of fiction, about a Europe governed by a group of cynical people disconnected from human, political and cultural concerns – obsessed with numbers and them alone.”

Soon, the arrangements were made and Michele, my wife, and I visited Yanis and Danae in Greece a few weeks later. Meanwhile I read two of his books, [The Global Minotaur](https://www.yanisvaroufakis.eu/books/the-global-minotaur/) (London: Zed Books, 2011,2015) and the manuscript of a book he was completing at that time entitled [And The Weak Suffer What They Must?](https://www.yanisvaroufakis.eu/and-the-weak-suffer-what-they-must/) (London: The Bodley Head, 2016). I was impressed by the quality and originality of their content, as well as the prose. When we met we had long conversations, in the context of which he let me know that he was about to begin writing his own account of his tenure as Greece’s finance minister, a tale of being an outsider in politics, of the negotiations in the Eurogroup – that illegitimate but ultra powerful EU body. I asked to read the manuscript. He agreed and began sending it to me chapter by chapter, as the book was being written.

Immediately I was convinced by the text’s seriousness and the accuracy of the description of the behaviour of each of the tragedy’s protagonists. Reading it saddened me, and I found myself often angered, indeed enraged, by the violence and the indifference of Eurogroup members, especially the German side, to the drama and unsustainable situation in which the people of Greece lived, and live.

I decided to make a film out of this tragedy. Yanis Varoufakis gave me the rights to his book and absolute freedom to adapt it.

# 5. *Europe’s Border Problem*, Posted on [10/24/2017](http://www.other-news.info/2017/10/europes-border-problem/), By George Friedman – in: [*Other News*](http://www.other-news.info/) : Information that Markets Eliminate : Daily Digest

The idea of old nations reasserting themselves and questioning the legitimacy of borders terrifies the EU.

For centuries Europe has fought wars over borders. During the 19th century and the first half of the 20th century, Europe’s borders shifted wildly, as empires fragmented, new nations arose and wars were waged. After 1945 and the beginning of the Cold War, a new principle emerged on the Continent. The borders that existed at the end of World War II were deemed sacrosanct, not to be changed. The confrontation of the United States and the Soviet Union in Europe was enormously dangerous. It was understood that border disputes had been one of the origins of the two world wars and that even raising the legitimacy of post-war borders risked igniting passions that led to violence.

Europeans generally accepted that living with unreasonable or unjust borders was far better than trying to get them right. So, during the Cold War, border issues were rarely raised, and when they were, they were usually quickly swept under the rug. The U.S. and Soviet Union were calling the shots, and neither wanted a world war over Europe’s borders, nor did they trust the common sense of European politicians, particularly after the wars of the first half of the 20th century.

Similarly untouchable were the existing spheres of influence on the Continent. There was the East and the West, and neither would mess with the other. Thus, when the Soviets crushed independence movements in Hungary and Czechoslovakia, the United States refrained from any military action (not that there were many options). When Yugoslavia chose a pro-Western neutrality over membership in the Warsaw Pact, and the Soviets might have responded by supporting independence movements in Yugoslavia’s member states, they ultimately declined. Borders, and the reckless behavior of Europe’s leaders over those borders, had led to tens of millions of deaths. The Americans and Soviets were more prudent, in part because it wasn’t their borders at stake.

In 1991-92, two things happened. First came the fall of the Soviet Union; then came the signing of the Maastricht Treaty and the creation of the European Union. Border issues began to drive events again. The border of the Soviet Union collapsed, and a multitude of countries popped up to reclaim their past. There were many questions about borders that were mumbled about. The border of Ukraine and Belarus had moved far to the west in 1945. The borders in the Caucasus were poorly defined. The borders in Central Asia were theoretical. And the borders between Eastern European countries had been the subject of suspended dispute.

For Eastern European countries, other problems took precedence: establishing national sovereignty, finding their place in a Europe that they longed to join, and building a new life for their people. They let the border issue drop – for the most part.

Yugoslavia and the Caucasus were exceptions that drove home the lesson of European borders. There, outside the framework of the EU and of little consequence to others, more than 100,000 people died. Compare this to the Velvet Divorce of the Czechs and Slovaks, which took place within the context of future European states and left no one dead. After this, and with Yugoslavia and the Caucasus in mind, the European Union tried to reinstate the principle that borders were sacrosanct. It provided what it had promised – peace and prosperity – and treated borders as anachronistic. No one was supposed to care where the lines were drawn.

But there was a problem. The European Union had affirmed the principle of national self-determination while avoiding the question of what a nation actually was. A nation was, under the bloc’s definition, any political entity that was in place when the EU was formed. There was little consideration after that.

This is why Catalonia is so important, along with Scotland. The Scots rejected a divorce by a startlingly narrow vote. One would have expected 90 percent of Scots to want to remain in the United Kingdom. Slightly more than 55 percent wanted to, which means secessionists are within striking distance of secession – which would not only divide Scotland from England, but would also maintain the divide among the Scots.

Add to this another critical element. Catalonia has been part of Spain for a long time, but it has considered itself a unique nation apart for an even longer time. Spain will not legalize an independence vote. The underlying questions are the ones the Europeans tried to bury, particularly after Yugoslavia: What is a nation, and what rights does it have? Both Scotland and Catalonia are nations. Do they therefore have a right to national determination or have they lost that right? And what are the consequences if the Catalans disagree?

This is not the only such issue festering in Europe. Hungary was partitioned between Romania and Slovakia. Does it have a right to reclaim these lands? Belgium was a British invention binding the Dutch and French in an unhappy marriage. Can they divorce? Lviv used to be a very Polish city, and now it is part of Ukraine. Can western Ukraine secede and its people rejoin the countries they were citizens of before 1945?

The European Union promised universal prosperity for everyone if they suspended the question of borders and ignored their identities. It was a good bargain. But times have changed, and economic problems make borders much more important. Europe, of course, has no solution to the problem. That we would be talking about an independent Scotland and Catalonia in 2017 would seem preposterous. No economist would see it as a rational discussion.

The economic man, as envisioned by the EU, is unfortunately an insufficient explanation for who we are. Nations matter because Europe is merely a continent, and the EU is merely a treaty. It is a useful entity, and being useful is the only thing that justifies it. If it loses its utility, it loses its legitimacy. And that would also mean that the boundaries it has set on what is admissible would wither and die. Catalonia and Scotland both have serious independence movements. They want to determine their own futures, because they see themselves as distinct. Even if they were to join the EU on their own, the very idea of old European nations reasserting themselves, and questioning the legitimacy of borders as they were drawn in 1945, terrifies the EU. Indeed, it should frighten it more than Brexit. Almost all current nations in Europe have border issues and constituent parts that want to be independent. Most are quiescent at the moment. But they are watching Scotland and Catalonia. And they know where border issues in Europe lead.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**NOTA BENE**

La note est entre autres établie sur base de s informations parues dans le Financial Times (FT), The Baltic

 Times, (TBT), Le Bulletin du Courrier des Balkans (BCB), Le Courrier des Balkans, Analytical Articles of Central Asia-Caucasus Institut, (www.cacianalyst.org), Népszabadság (NSZ, le plus important quotidien hongrois), INFO-TURK, Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Wikipedia et RIA Novosti ainsi que sur base de celles publiées dans des hebdomadaires et revues spécialisés, ou qui figurent dans des diverses revues de presse. Elle combine des analyses géopolitiques et géoéconomiques et l’information “pure”, mais sélectionnée, avec les commentaires des journaux et ceux de l’auteur en gras. Comme n’importe quel analyste ou commentateur, l’auteur de cette note est, dans ses sélections, résumés et propos, évidemment biaisé et notamment par ses orientations propres qui, probablement, proviennent entre autres de ses origines hongroise et chrétienne, de son mode de pensée régulationniste, de sa position anti-impérialiste et de ses options socialo-écologiques.

La note examine les événements récents dans l’optique de la problématique suivante : les rapports des forces entre les grandes puissances et leurs répercussions sur « l’étranger proche » à l’UE, ainsi que (i) l’adhésion, l’association ou l’intégration de certains pays eurasiatiques est-elle possible, probable ou souhaitable à l’UE ; il s’agit donc d’analyser ces différents modes d’élargissement de cette dernière ; (ii) étudier les mutations géopolitiques du continent eurasiatique qui seraient susceptibles d’avoir un impact sur l’UE ; (iii) enfin, il s’agit de fournir des éléments d’appréciation dans la perspective de la définition d’une géostratégie de l’UE dans le contexte du continent eurasiatique et des préoccupations dans ses « parages ». Avec la section « Dimensions géoéconomiques », la tentative est faite d’opérer des analyses transversales d’ordre économiques où les multinationales jouent un rôle majeur, voire déterminant. Il s’agit donc d’explorer les dimensions économiques de la géopolitique de la région eurasiatique. Y trouveront leur place des informations et analyses qui concernent notamment les questions énergétiques et les moyens de transport, les privatisations ou les nationalisations et la stratégie des multinationales dans d’autres domaines.

D’une façon limitative, les pays pris en considération ici sont les suivants. Pour se faire comprendre en bref, on peut en fait les regrouper en fonction de certaines proximités géographiques ou géopolitiques :

* les trois pays baltes: l’Estonie\*, la Lettonie\* et la Lituanie\*;
* les quatre pays de Visegrád: la Pologne\*, la République tchèque\*, la Slovaquie\* et la Hongrie\*;
* les neuf ou dix pays balkaniques : la Slovénie\*, la Croatie\*, la Serbie avec le Kosovo, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, ainsi que la Roumanie\*, la Bulgarie\* et l’Albanie ;
* les trois pays centre-européens de la Communauté des Etats indépendants (CEI): le Bélarus, l’Ukraine et la République moldave (Moldova);
* la Turquie et les trois pays de la Caucasie méridionale : la Géorgie, l’Azerbaïdjan et l’Arménie ;
* l’espace de “trois mers” : Méditerranée, Noire et Caspienne dont fait notamment partie l’Iran ;
* les six “stans” en Asie centrale : Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Afghanistan, ainsi que Mongolie.

------------

\* pays membres de l’UE.

Voici enfin l’explication d’autres abréviations : AIEA = Agence internationale de l’Energie atomique ; ASEAN ou ANASE = Association des nations de l’Asie du Sud-est ; BM = Banque mondiale ; BERD = Banque européenne pour la reconstruction et le développement; BRICS = Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud; CEI = Communauté des Etats indépendants composés (sans les Etats baltiques) des 12 pays ex-soviétiques; EUA = EUA d'Amérique; FMI = Fonds monétaire international; FT = Financial Times; NYRB = New York Review of Books ; NZZ = Neue Zürcher Zeitung ; OCDE = Organisation de la coopération et du développement de l’Europe dont font notamment partie les Etats Unis et le Japon; OCS = Organisation de coopération de Shanghai ; OMC = organisation mondiale du commerce; ONG = organisation non gouvernementale; ONU = Organisation des Nations Unies; OSCE = Organisation de la sécurité et de la coopération pour l’Europe; OTAN = Organisation du traité de l’Atlantique du Nord; OTSC = Organisation du Traité de sécurité collective (en Asie centrale); PECO = pays de l’Europe centrale et orientale ou centre de l’Europe ou encore pays situés entre la Russie et le monde de langue allemande; PESC = Politique étrangère de sécurité commune; PESD = Politique européenne de sécurité et de défense ; PIB = Produit intérieur brut; RFA = République fédérale d’Allemagne; RU = Royaume Uni ; UE = Union européenne ; WIIW = Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche.

Bas du formulaire

Bas du formulaire

1. Voir, comme d’habitude, les remarques méthodologiques et les abréviations dans la NOTA BENE en fin du texte. Les textes en gras sont les miens. [↑](#footnote-ref-1)
2. au risque de se ridiculiser en couvrant même la Chine et la Russie ! [↑](#footnote-ref-2)
3. L’expression est utilisée ici par analogie au fait que, dans les années 1990, la diplomatie russe a traité ses anciennes républiques ou les pays voisins de la Russie comme « étranger proche », sauf les Etats baltes. [↑](#footnote-ref-3)
4. Politique Européenne de Sécurité et de Défense. [↑](#footnote-ref-4)
5. Sauf la Turquie qui figure dans un chapitre spécifique ci-dessous. [↑](#footnote-ref-5)
6. La troisième conférence sur le droit de la mer est convoquée par l’[ONU](https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_des_Nations_unies). Celle-ci siège de [1973](https://fr.wikipedia.org/wiki/1973) à [1982](https://fr.wikipedia.org/wiki/1982) et aboutit le [10](https://fr.wikipedia.org/wiki/10_d%C3%A9cembre) [décembre](https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9cembre_1982) [1982](https://fr.wikipedia.org/wiki/1982) à la signature à [Montego Bay](https://fr.wikipedia.org/wiki/Montego_Bay) ([Jamaïque](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jama%C3%AFque)) de la [Convention des Nations unies sur le droit de la mer](https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_des_Nations_unies_sur_le_droit_de_la_mer) (CNUDM). Son entrée en vigueur n’intervient qu’en novembre [1994](https://fr.wikipedia.org/wiki/1994), après un amendement en profondeur des dispositions les plus contestées par les pays industrialisés par l’accord du 29 juillet [1994](https://fr.wikipedia.org/wiki/1994). La plupart des grands pays industrialisés l’ont ratifiée, à l’exception des EUA. [↑](#footnote-ref-6)